

Tribune socialiste

# ts

**NUCLEAIRE  
LE DEBAT EST LANCE**



HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50  
n° 655 du 3 au 10 mai 1975



# Saïgon libéré

# Sommaire

- **Trotsky à la télévision** ..... p. 4  
(les articles de Pierre NAVILLE et Yvan CRAIPEAU)

---

- **CNE : le PSU et les syndicats** ..... p. 5

---

- **PAYSANS : les chasses du comte Armand**
- **La crise viticole et le mouvement occitan** p. 6

---

- **nouvelles sociales en bref** ..... p. 7

---

- **NUCLEAIRE : un aller sans retour** ... p. 8-9  
(une enquête de Philippe ROQUEPLO)

---

- **GRANDE-BRETAGNE : des Lip anglais** p. 10

---

- **PORTUGAL : la victoire du PS ou celle du socialisme ?** ..... p. 11

---

- **VIETNAM : le GRP à « Ho-Chi-Minh-Ville »** p. 12

---

- **LIBAN : la résistance palestinienne et la nouvelle gauche** ..... p. 12

---

- **AMERIQUE LATINE : l'axe Chili-Argentine** p. 13

---

- **LIVRES : quand les travailleurs prennent la plume** ..... p. 14
- **CINEMA : films de femme** ..... p. 15
- **THEATRE : scandales de notre société** p. 15

## P.s.u. documentation

<b>N° DISPONIBLES :</b>	
N° 22.23 Sur le Mouvement Politique de Masse	200
N° 24.25 La Police dans la Lutte de Classes	200
N° 26 Rosa Luxembourg	100
N° 27.28 La crise du Système Monétaire International	200
N° 42.43.44 Le Mouvement Révolutionnaire et l'Université	300
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'Ecole	300
N° 67.68.69 Capitalisme & Consommation	400
N° 70.71.72 COOPERATION ou NEO COLONIALISME	400
N° 73.74 Animation de la réunion de Section	300
N° 75.76.77 Le P.S.U. Dossier d'Accueil	400
N° 78.79 Sur la Question Agraire	300
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	600
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	200

Abonnement : 20 N° F. 30 00

A adresser à EDITIONS SYROS - 9 Rue Borromée 75015 PARIS  
C.C.P. 19 706 28 PARIS



HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

**Direction politique :** Gilbert HERCET - Alain TLEMEN  
**Rédaction :** 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Rédaction en chef :** Philippe MARIELIE  
**Secrétariat de rédaction :** Monique GRIMA

**Maquette :** Chantal LENDER  
**Secrétariat - Documentation :** Marie-Françoise CHAILLEUX  
**Dir. publ. :** André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

**Abonnement :** 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTOCOMPOSITION-75009 PARIS  
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

## Les obsèques de Jacques Duclos

Le Bureau National du P.S.U. salue en Jacques DUCLOS, un militant éminent du Mouvement Ouvrier Français.

condoléances fraternelles.

Télégramme adressé à Georges Marchais, Secrétaire général du PCF, par le B.N. du PSU

Une délégation du PSU, conduite par Michel Mousel et André Barjonet, secrétaires nationaux du PSU, a participé aux obsèques de Jacques Duclos, le mardi 29 avril.

Il adresse au P.C.F., dont il fut le dirigeant pendant 50 ans, et à sa compagne Gilberte ses

## Semaine du cinéma politique Du 12 au 19 mai au cinéma « Le Lido » de Cannes

- Les Sentiers de la Gloire (Kubrick)
- Les filles (Lai Meterling)
- L'heure de la libération a sonné (Heiny Srour)
- Kafr Kassem (Chahoyé)
- La folle de Toujane (Vauthier)
- L'autre France (Ali Chalem)
- L'ennemi principal (Sanjines)
- Les prisons aussi, Margoline, l'affaire Huriez, La mort d'un homme sandwich, Le palais d'amour, etc...

## Les teppaz comme les Lip

A la suite de la journée « portes ouvertes » du 27 avril à l'usine Teppaz de Craponne, occupée depuis le 17 mars, une semaine d'action a lieu du 28 au 5 mai dans la région lyonnaise : vente des appareils produits depuis que les travailleurs ont pris le contrôle de l'usine, popularisation de la lutte. TS publiera la semaine prochaine un reportage sur cette grève. (Manque de place et problèmes de délais à cause du 1er mai cette semaine).

Soutien financier : SLIM - C.F.D.T. - Soutien TEPPAZ - CCP : 217-67 LYON.

## Meetings PSU

Lundi 5 mai meeting à Marseille avec Michel MOUSEL : le même jour, à BESANCON avec Victor LEDUC et Geneviève PETIOT.

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

**T.S.** 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65

## en vacances au bord de la Méditerranée avec le PSU

Passer vos vacances au bord de la Méditerranée entre camarades du PSU. Voilà ce que vous propose la fédération de l'Hérault du PSU.

Grâce aux camarades de la fédération, vous pourrez vous livrer à vos activités favorites dans les meilleures conditions, vous pourrez aussi confronter vos expériences de militants avec d'autres camarades. Tous les soirs on organisera un débat politique autour d'un fait d'actualité ou d'un

PSU documentation : on lira ainsi vacances et formation.

● **Distractions :** la mer à 9 kms (plage de Carnon), nombreuses excursions, spectacles de taumachie, tennis, voile, cinéma, ping-pong sur place, pêche en mer, etc...

● **Dates :** ouvert tout le mois de juillet et d'août. Attention, la semaine du 9 au 17 août est réservée pour le stage national de formation (accord fédéral nécessaire pour venir à cette date). On

réserve pour une, deux, trois ou quatre semaines. Arrivée et départ le samedi.

● **Organisation :** la cuisine est faite sur place : vous n'avez qu'à vous mettre à table. Le ménage des chambres est à la charge des participants.

● **Réservation :** écrire à J. Bellet, 4, rue de l'Enciero, 34 470 - Perols pour réserver (en joignant un chèque de 100 Frs par personne) ou pour tout renseignement complémentaire.

## Mitterrand retour de Moscou



# Un nouveau départ ?

◆ Par delà les réceptions, le tourisme et les déclarations officielles, que reste-t-il du voyage de la délégation du parti socialiste en URSS ? D'abord le fait que le voyage a eu lieu, ce qui n'était nullement acquis après la série de renvois antérieurs. Il y a donc eu, finalement, accord pour un minimum de concertation entre le PS et le PCUS, ce qui, après les virulentes polémiques auxquelles nous avons assisté ces derniers mois entre le PCF et le parti de François Mitterrand, apporte un élément nouveau. On a pu constater d'ailleurs que le ton a beaucoup baissé du côté communiste.

Un court passage du communiqué commun fait référence à l'Union de la gauche et à « la mobilisation unitaire de toutes les forces de gauche en France (qui) avait démontré le crédit, la confiance et l'espoir que suscite parmi les travailleurs l'union des partis de la classe ouvrière ». Ce plus-que-parfait résonne comme un regret (ou comme un blâme). Notons que le pas-

sage n'a pas été repris par l'Humanité.

Pour le reste, le communiqué commun s'attache surtout aux questions internationales et, essentiellement, au problème de la conférence européenne. Tout se passe comme si, après le voyage de Chirac, celui de Mitterrand était destiné à apporter une garantie supplémentaire pour obtenir l'accélération de cette conférence. Remarquons que, si la délégation du PS a fait état de divergences sur la conception de l'Europe, sur le Moyen-Orient et sur le Portugal (divergences qui sont plus ou moins gommées dans le communiqué), elle est restée muette sur la Tchécoslovaquie, dans le moment même où l'on avait connaissance de la lettre de Dubcek au comité central du PCT. Le « socialisme dans la liberté » ne serait-il donc pas un mot d'ordre valable à Prague ?

Il n'est cependant pas impossible que ce voyage, dont le bilan politique est assez mince, modifie le climat actuel

entre les principales forces de gauche. Les travailleurs ont tout à gagner à l'organisation d'une action réellement commune. Qu'ont apporté les cent meetings du « comité de liaison », sinon le constat d'une certaine démobilité par rapport à Mai 1974 ? Alors que le PC ne vise qu'à son renforcement et, pour ce faire, veut s'attribuer le monopole de l'action, le PS, à son tour, veut lancer sa propre campagne. Pendant ce temps, le pouvoir manœuvre sans se heurter à une résistance coordonnée. Le voyage de Chirac dans le Nord n'a pas, de ce fait, suscité une réaction qui soit à la mesure de la protestation populaire contre sa politique.

### la barrière artificielle

Beaucoup de temps a été perdu pour mettre en place une véritable riposte de masse au plan d'austérité qui continue de s'appliquer à travers les récentes mesures gouver-

nementales d'aide à certaines entreprises capitalistes.

Aussi longtemps que les luttes resteront isolées, comme celle des PTT ou même comme celle des ouvriers du Mans et les dizaines d'autres grèves qui se poursuivent en France, aussi longtemps que partis ouvriers et centrales syndicales ne s'uniront pas dans un même front de combat contre la politique du pouvoir, les perspectives de changement resteront bouchées.

Pour notre part, nous mènerons sans nous laisser la bataille pour l'unité populaire. Dans la lutte pour l'emploi, comme dans la lutte contre le programme nucléaire français, nous nous efforçons d'en réaliser les conditions et de gagner à l'action commune — par delà la barrière artificielle du programme commun (dont on peut noter qu'il n'est pas question dans le communiqué commun) — les militants des grands partis et syndicats ouvriers.

Victor LEDUC ■

## Liste n° 3 Librairie

Dossier « immigration » Y.F. Visser — Tema ..... 18,00  
La révolte des canuts. 1831-1843 - J. Perdu — Spartacus .. 11,50  
La tragédie de Cronstadt. 1921 - P. Avrich — Le Seuil ..... 10,50  
Cours, camarade, le P.C.F. est derrière toi - M. Manceaux et J. Donzelot — Gallimard ..... 15,00

Dossier « D » comme drogue - A. Jaubert — Alain Moreau 38,00  
Hongrie 1956 - A. Anderson — Spartacus ..... 12,50  
Le sang ouvrier - G. Mury — Le Cerf ..... 10,00  
Prix réel ..... 115,50  
NOTRE PROPOSITION : FRANCO ..... 100,00

Commande et règlement à :  
EDITIONS SYROS 9 Rue Borromée.  
75015 PARIS - C.C.P. 19 706 28 PARIS.



# Trotsky à la télévision

Trotsky à la télévision ! C'est un événement même si la fantastique carrière militante du compagnon de Lénine, débordait largement le cadre étroit d'une émission littéraire. TS a estimé qu'il revenait à nos camarades

Pierre Naville et Yvan Craipeau, qui ont été secrétaires de Léon Trotsky durant son séjour en France, de commenter le débat organisé par Bernard Pivot lors de son émission « Apostrophes » du vendredi 25 avril 1975.

## le « prophète utilisé »



Bien entendu Ellenstein maintient ses divergences : sur les propositions de Trotsky de militariser le travail pour faire face à la famine (là-dessus tout le monde est d'accord) et aussi sur ses positions de 1929-30. Sur ce point Ellenstein n'en dit pas plus. Toute la lutte de Trotsky — Rosenthal le rappelle — visait à établir l'unité du front des travailleurs communistes et socialistes contre la montée de Hitler. Ellenstein en tient-il toujours pour la criminelle politique du « social-facisme » qui a ouvert la voie à Hitler ?

### la première approche

Mais par delà ces divergences, Jean Ellenstein s'efforce en fait de récupérer Trotsky. Contre les « gauchistes » d'abord. Il rappelle que Trotsky en 1921-22 menait la même lutte que Lénine contre « le gauchisme, maladie infantile du communisme ». Mais ces « gauchistes » hostiles aux syndicats, à la participation aux élections, à l'unité d'action, ne sont pas ceux que le PCF attaque aujourd'hui comme tels. Arlette Laguiller le constate avec raison.

Ellenstein a aussi recouru à Trotsky pour justifier l'attitude du PCF à l'égard du régime de Brejnev. En 1939, Trotsky appelait à défendre l'URSS malgré sa dégénérescence stalinienne. « C'est, dit Ellenstein, la façon d'aborder les faits de manière profonde et scientifique ». Ainsi trente-cinq ans après son assassinat par les hommes de main de Staline, c'est Trotsky qu'on appelle à la rescousse : tout n'a pas été toujours rose en URSS et tout n'y est pas parfait, mais c'est quand même un Etat socialiste.

Il est vrai que « la révolution trahie » en 1936 constituait la première approche scientifique de l'évolution de la société soviétique. Mais Ellenstein utilise Trotsky en le momifiant — comme on a momifié Lénine ou Marx : David Rousset rappelait comment la richesse théorique du marxisme a été stérilisée par le stalinisme, ravalée au rang de dogmes justificatifs. L'étude de la société soviétique ne peut pas s'arrêter aux conclusions de Trotsky en 1936, qu'il nuancait d'ailleurs en 1939. Le massacre par centaines de milliers de militants et de paysans, la déportation de peuples entiers pendant la guerre, les millions de travailleurs jetés dans les camps de concentration : il est difficile d'y voir les « erreurs » d'un dirigeant d'une société socialiste.

Il faut essayer de comprendre quels intérêts de classe, quels mécanismes de la lutte des classes ont joué pour dépouiller les travailleurs de tout pouvoir et de toutes libertés, pour ramener la société soviétique (sans soviets) à retrouver les normes de la société capitaliste. Quoi qu'on puisse penser de son comportement politique, David Rousset a eu le mérite d'engager cette réflexion dans la « Société éclatée » qui mérite d'être lue. C'est là une réflexion vitale pour les révolutionnaires qui veulent ouvrir la voie à une société socialiste autogestionnaire, où tout le pouvoir appartient aux travailleurs.

### le vieux et la momie

Le débat a tourné court : Ellenstein l'a quitté au milieu, ne

jugeant pas « convenable » de le poursuivre après l'annonce de la mort de Duclos. Mais tous les participants sont tombés d'accord sur l'immense apport théorique de Trotsky au mouvement révolutionnaire.

La sympathique camarade Laguiller concluait pour sa part « Les idées de Trotsky sont reprises par une nouvelle génération, qui ne comprend pas seulement des intellectuels, mais aussi des ouvriers. Etre trotskyste, c'est la seule façon d'être fier d'être communiste, la seule façon honnête d'être communiste. » C'est vrai. Mais je vais bien surprendre la camarade Laguiller : « le vieux » n'aurait pas accepté cette charmante déclaration de boy-scout trotskyste. Il se préoccupait peu que les Arlettes se sentent fières et honnêtes, dans leur boulot consciencieux à la porte des usines.

Il lui importait peu qu'une secte, dotée des meilleures intentions, propage des vérités générales. Ce qui lui importait, c'est que les révolutionnaires sachent porter dans les masses une stratégie capable d'aider les travailleurs à prendre le pouvoir. Cela suppose une force capable de la promouvoir et qui n'ait pas d'intérêt autre que celui de la classe ouvrière dans son ensemble. C'est dans cet esprit, camarade Arlette, que les révolutionnaires doivent assimiler les leçons de Trotsky. Trotsky vivant ; pas momifié.

Yvan CRAIPEAU ■

(1) Auteur d'une « Histoire du phénomène stalinien », plutôt honnête où l'on apprend que « le stalinisme » n'est pas la forme d'existence unique du socialisme » (sic).

## une émission « anecdotique »

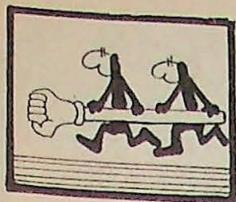
La télévision n'est pas coutumière des débats sur Léon Trotsky. Elle s'y est essayée le 25 avril aux *Apostrophes* de B. Pivot, malheureusement de façon bien insuffisante. Le prétexte en était quelques ouvrages récents où la personnalité de Trotsky est plus ou moins étroitement évoquée. Cela aurait pu donner lieu à un échange d'idées sur l'œuvre et l'action du compagnon de Lénine en octobre 1917, du chef de l'Armée Rouge pendant la guerre civile, de l'édificateur d'une économie socialiste, du protagoniste de la IIIe Internationale, de l'adversaire de Staline, du propagateur d'une IVe Internationale. Trente-cinq ans après son assassinat — dont il est toujours interdit de parler en URSS — cela aurait été l'occasion d'une investigation passionnante et nécessaire.

Pour la mener à bien, il aurait fallu faire appel à ceux qui se recommandent aujourd'hui de la politique de Trotsky ou qui poursuivent l'action sur la base du marxisme. Seule Arlette Laguiller, représentant Lutte Ouvrière, répondait à ces critères, mais on ne sollicita guère son avis. M. Ellenstein, représentant le parti communiste, tenta d'ouvrir un débat rétrospectif où l'on aurait pu mettre le stalinisme sur la sellette. Mais l'annonce de la mort soudaine de Jacques Duclos — impitoyable adversaire du prétendu « trotskysme » — priva les téléspectateurs du débat qui aurait pu s'ensuivre.

Tous les autres participants donnaient l'impression de ne pas vouloir ou de ne pas savoir comment entrer dans le débat, bien qu'ils aient eu quelques souvenirs à égrener. Leurs positions politiques, s'ils en ont, se situent bien ailleurs que dans le champ d'action qui fut celui de Trotsky.

Aujourd'hui, la diffusion massive des ouvrages de Trotsky rend plus de services au mouvement socialiste, aux travailleurs, que des émissions comme celle que B. Pivot semble avoir surtout montée dans une optique « anecdotique ». Il y a longtemps que l'œuvre de Trotsky est sortie de l'étouffoir des calomnies et des crimes staliens. Mais toute une série d'événements essentiels survenus depuis la seconde guerre mondiale rendent aujourd'hui indispensable une étude critique des conflits politiques — par exemple entre la Chine et l'URSS — soulèvent toute une série de problèmes dont ni Trotsky, ni même Marx et Lénine, ne nous donnent simplement la clé. A nous de la chercher.

Pierre Naville ■



## Commission nationale entreprise

# le PSU et les syndicats

Le Conseil National de la CFDT des 24 et 25 avril dernier n'a réellement rien apporté de nouveau par rapport au débat parti-syndicat. Statu-quo donc. Des initiatives restent à prendre. La CNE des 19 et 20 avril en a souligné la nécessité. La résolution finale dont nous publions le texte ci-dessous, en excluant l'idée de fractions au sein de la CGT et de la CFDT, appelle à une bataille politique pour la stratégie de contrôle ouvrier, dans les luttes ouvrières actuelles et dans les structures syndicales. Les groupes d'entreprises du parti prendront ainsi leur véritable place dans la définition d'un courant réel capable de s'opposer à la politique réformiste. **YS ■**

**I —** Les partis ouvriers rassemblent les travailleurs acquis à la nécessité de la conquête du pouvoir par le prolétariat et ses alliés. Ils doivent faire prévaloir ce but final à toutes les étapes de la lutte. Intellectuels collectifs ils peuvent élaborer une politique révolutionnaire. Mais ces partis doivent respecter l'autonomie des autres organisations de classe et ne peuvent à aucun moment se substituer à leurs militants : leur rôle est de fournir les éléments d'analyse politique et d'avoir une capacité d'initiative visant à permettre à la classe ouvrière d'exercer elle-même son rôle historique.

**Pour jouer ce rôle, il faut pouvoir expérimenter collectivement la ligne politique et les mots d'ordre dans une pratique collective.**

Ces rapports avec le syndicat ne doivent être ni du type courroie de transmission, ni indifférence respectueuse, mais reconnaissance de fonctions différentes et complémentaires.

**II —** Le syndicat, organisation de masse, a pour vocation de rassembler l'ensemble de la classe ouvrière.

Le syndicat est né dans la lutte pour une meilleure vente de la force de travail ; il est avant tout le premier lieu de regroupement des travailleurs dans la confrontation quotidienne avec le patronat. Ses formes d'organisation, ses modes d'action et ses bases d'adhésion en sont la traduction directe et déterminent le caractère d'organisation de masse du syndicat. Mais son action a aussi une dimension politique : on ne peut séparer lutte politique et lutte économique — toute lutte de classe est politique. La CGT et la CFDT jouent un rôle important dans la prise de conscience des travailleurs et prennent position pour le socialisme. Mais ils ne peuvent suffire à la lutte politique pour l'émancipation ouvrière.

Syndicat et parti sont donc de nature différente mais doivent avoir un même objectif : la conquête du pouvoir par et pour les travailleurs, l'abolition du salariat.

Un travailleur adhère généralement à un syndicat à partir de la nécessité de s'organiser collectivement pour la défense de ses intérêts : la conscience de classe.

Il milite dans un parti ouvrier à partir d'une compréhension plus globale et politique des rapports d'exploitation capitaliste et de la lutte pour un changement radical de société : la conscience socialiste.

**III —** Les rapports partis-syndicats ne peuvent être définis indépendamment de la stratégie de prise de pouvoir. Ils doivent être analysés en fonction de la situation concrète à laquelle nous sommes confrontés dans chaque pays.

Ainsi, assiste-t-on à une offensive dans la CFDT, à travers le débat sur les rapports partis-syndicats, pour imposer un nouveau partage des tâches : au syndicat de prendre seul en charge les luttes des travailleurs sur l'entreprise, au parti politique d'en tirer les implications en termes de prise de pouvoir par la voie électoraliste, ce qui revient à donner au syndicat le rôle d'organiser les travailleurs sur l'entreprise, et au parti le rôle de préparer les élections.

Nous n'acceptons pas cette division du travail reproduisant la division bourgeoise producteur / citoyen.



**IV —** Le secteur Entreprise du PSU doit être le centre de la vie du parti. Le développement de son implantation dans la classe ouvrière et l'élargissement de sa composition sociale vers les plus exploités doivent être des axes prioritaires.

Le rôle du PSU est de préparer avec les travailleurs sur leur terrain, par le contrôle ouvrier, l'apprentissage de l'exercice de leur propre pouvoir dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Les militants du PSU doivent militer dans les syndicats de classe (CGT-

CFDT) sans cacher leur appartenance politique : ils se déterminent dans leur intervention de façon cohérente avec le programme général autogestionnaire et révolutionnaire du parti, ceci de façon compatible avec la spécificité et les rythmes de chaque syndicat.

**V —** La perspective du rassemblement, au sein de la CGT, d'un courant critique devra reposer sur la pratique et la réflexion des sections et des syndicats et non sur des tendances idéologiques préalablement constituées comme dans la FEN.

Ce courant passera nécessairement par la voie de la pratique démocratique et concernera, pour toute une période, essentiellement des revendications ou des formes de luttes ponctuelles.

**VI —** Dans la CFDT, ils doivent aider au développement du courant de classe alternatif à la politique réformiste. Les initiatives du courant réformiste pour accrocher la CFDT au PS, l'amener à soutenir la stratégie d'union de la gauche et du programme de gouvernement ont conduit un grand nombre de militants à prendre conscience de la lutte nécessaire pour l'autonomie réelle du syndicat. L'ensemble de ces militants syndicaux œuvrent actuellement au développement d'un tel courant à partir des pratiques dans les luttes et par l'explication des différentes stratégies qui s'opposent.

La maturation politique qui en découle met sa structuration et son développement à l'ordre du jour sur des bases communes :

- la lutte antihiérarchique sur des revendications uniformes et unificatrices,
- les luttes pour les acquis de LIP,
- la défense de l'autogestion socialiste,
- l'autonomie du mouvement syndical,
- l'auto-organisation des luttes (comités de grève, AG souveraines, etc).

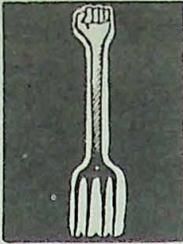
Le PSU se refuse catégoriquement à prendre l'initiative de fractions ou de tendances organisées à partir de ses propres positions dans les organisations syndicales ouvrières. Cette pratique excluerait du débat les premiers concernés : les travailleurs syndiqués. C'est du sein de l'organisation de masse que doivent surgir les courants, à partir du débat interne au syndicat.

**VII —** Au niveau de TS, il est souhaitable de donner la parole aux militants des divers courants actuels de la CFDT, à l'expérience des militants syndicaux de la CGT. La politique de la direction de ces syndicats devrait être discutée dans notre journal, par rapport à la ligne du PSU, en faisant apparaître divergences ou convergences.

**VIII —** Le PSU se doit de développer ses sections d'entreprises et d'en faire le lieu de débat et de décision politique pour ses militants d'entreprises.

Ces sections ne doivent ni faire de la surenchère syndicaliste (en intervenant dans la discussion interne du syndicat), ni se limiter à la propagande générale du parti. Elles agissent pour la popularisation d'objectifs de lutte et de formes d'auto-organisation conformes à la stratégie de contrôle ouvrier et populaire préconisée par le PSU. Ces interventions, pour ne pas rester purement propagandistes, doivent être élaborées en fonction du degré réel de développement du mouvement de lutte auquel elles s'adressent. Ces sections d'entreprises doivent, face à chaque lutte, donner l'analyse du parti, relier ces luttes à leur débouché politique et à l'enjeu pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Le PSU réunira régulièrement ses militants syndicalistes afin qu'ils puissent confronter leur pratique dans l'organisation de masse et en tirer les conséquences sur la ligne du parti. **■**



## La répression contre les paysans-travailleurs en Loire-Atlantique :

# les chasses du comte Armand

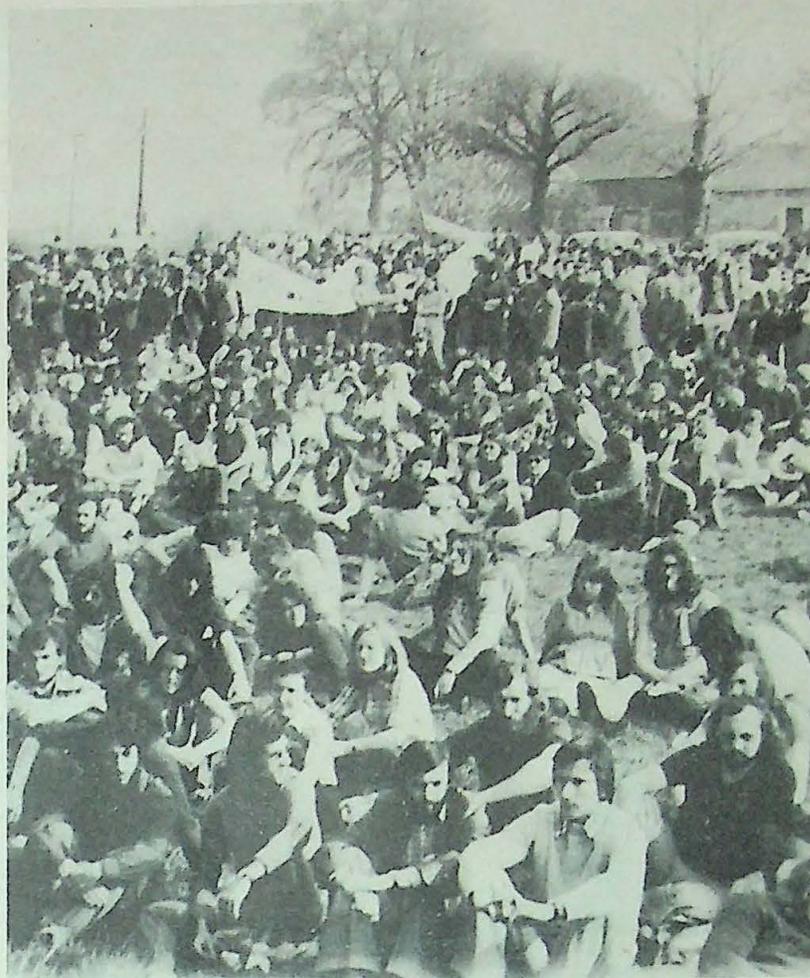
Plessé. Une petite commune de Loire-Atlantique, en bordure de la forêt du Gavre, à 40 km de Nantes. 200 ha de terres sont « libres ». Des terres, comme partout dans la région, que les propriétaires laissent en friches, en attendant de les vendre, libres de tout bail, au plus offrant : promoteur, marchand de bestiaux...

A Plessé, la ferme de la Vigne-Marou (32 ha) appartient au comte Armand, lequel, ruiné, a cessé de l'exploiter en 1967. Louée jusqu'en 1972, elle est abandonnée depuis.

Au début de l'hiver, Alain et Monique Mazery, des ouvriers agricoles au chômage, demandent avec l'appui du syndicat local à louer la ferme. Le Comte refuse. Et, le 4 avril, les Paysans-travailleurs décident finalement de les installer eux-mêmes. Le but n'est pas tant d'occuper les lieux que d'obtenir un bail réglementaire dans les mêmes conditions que celles des autres fermiers de Plessé. Un piquet monte la garde, et les travaux de défrichage et de labour démarrent. Le 8 avril, le tribunal de St-Nazaire décide « l'expulsion immédiate » des Mazery. La résistance s'organise aussitôt : chaque dimanche, des centaines de sympathisants viennent apporter leur soutien aux occupants.

### la riposte du pouvoir

Le 21 avril à 7 h., les CRS encerclent la ferme et emmènent les douze militants qui assuraient leur tour de garde ainsi que le tracteur et leurs voitures. Le lendemain, les douze militants sont jugés en flagrant délit. Inculpation-prétexte : la soi-disant présence de cocktails molotov dans la ferme. C'est un véri-



Parmi les 12 prisonniers, 5 sont membres du comité pour les Accès des Bords de l'Erdre, qui organisait dimanche une manifestation-pique-nique. 2 500 personnes proclamaient : « L'Erdre est à tout le monde, elle n'est pas qu'aux riches ! ».

table tribunal d'exception qui a siégé : pas d'avocat, accusation injurieuse du procureur, défense rendue impossible. Verdict à l'avenant : un total de 41 mois et demi de prison dont onze fermes.

Deux rassemblements nocturnes se tiennent le 23 avril devant les prisons de Nantes et de

St-Nazaire pour protester : des militants sont matraqués, les pneus de leurs voitures crevés... et 27 d'entre-eux seront inculpés pour dégradation d'édifices publics. Dans un pré, près de la ferme, 1 800 manifestants protestent à nouveau, le lendemain, à l'appel de la FDSEA et des Paysans-travailleurs.

### La valse des licenciements

Cet épisode intervient alors que la région nantaise connaît une grave crise de l'emploi. Aux chantiers navals de Dubigeon, 730 intérimaires ont été licenciés et la direction a décrété le lock-out de l'entreprise. A la CPIO (sous-traitance automobile), les horaires sont réduits à 25 heures. Aux machines agricoles Garnier à Redon : 200 licenciements. Chez Sotrimec (ex-SEMM Caravelair) à St-Nazaire : 500 licenciements... Sans compter les 18 000 chômeurs de Loire-Atlantique et les 1 000 exploitations agricoles qui disparaissent chaque année (soit trois par jour).

A la diminution des revenus des agriculteurs depuis 1974, le pouvoir répond donc par une escalade dans la répression : 108 paysans du département ont déjà été inculpés ou condamnés. En tout : 56 mois de prison avec sursis et 200 000 F d'amendes et de dommages et intérêts. Aujourd'hui, c'est la prison ferme qui frappe les syndicalistes.

L'opinion a-t-elle été suffisamment sensibilisée à l'action menée ? Toutes les précautions ont-elles été prises pour maîtriser l'ensemble de l'action ? De plus, c'est la période des grands travaux agricoles...

Dans ce contexte critique, un large front s'est tout de même constitué autour d'une intersyndicale et politique (avec les partis de gauche) pour une première manifestation de masse le lundi 28 à Nantes, à laquelle les organisations d'extrême gauche ont apporté leur concours.

Correspondance ■

## La crise viticole et le mouvement occitan

La révolte des vigneron n'est pas simplement le retour cyclique d'une lutte aussi violente qu'éphémère, au service de revendications étroitement corporatistes. On peut en effet noter cette année l'apparition de deux phénomènes nouveaux. D'un côté les CAV (Comité d'action viticole) font référence au caractère spécifiquement occitan de leur lutte, de l'autre ils commencent à développer des actions contre les négociants. Ces deux faits vont à l'encontre d'une traditionnelle méfiance à l'égard de tout ce qui pouvait apparaître comme une récupération politique, extérieure au monde viticole. Le corollaire de cette méfiance étant le maintien d'une unité de tous ceux qui vivent de la vigne, petits et gros viticulteurs, comme négociants.

La référence des viticulteurs en lutte à l'idée occitane n'est certes pas exempte d'ambiguïtés. Le mouvement occitan auquel le CAV semble le plus vouloir se lier est le VVAP (Volem Viure al País). *Le tocsin*, journal commun à VVAP et au CRAV (Comité régional d'action viticole), tente de faire converger les luttes des catégories exploitées : paysans du Larzac, pêcheurs de la Méditerranée, ouvriers de Châlabe ou de Pézenas. Cependant il ne définit pas les perspectives politiques que doivent se donner ces luttes.

L'idée occitane, le sentiment d'appartenir à un peuple culturellement broyé, économiquement pillé et maintenant arraché à sa terre et voué à l'exil peuvent être un puissant catalyseur des luttes. Mais c'est une arme à double tranchant. Il ne suffit pas de faire converger des luttes, encore faut-il leur donner un sens clairement anticapitaliste. Cela suppose que l'on ne se contente pas de dénoncer le pouvoir parisien impérialiste mais que l'on s'attaque aussi à ses représentants locaux. Tout particulièrement aux notables (même s'ils appartiennent à des partis de gauche !)

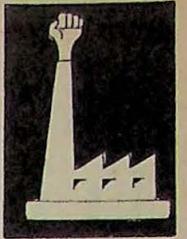
qui, après avoir vendu le pays, sont parfois prêts à récupérer les luttes de ceux sur le dos de qui ils se sont enrichis. C'est l'éternel « petits et gros, restons unis ! »

L'intervention des militants révolutionnaires en Occitanie doit tendre à éviter que le mouvement de masse ne devienne une structure de collaboration de classe. *Le Tocsin* est publié comme supplément à *Révolution*, journal occitan dont une partie de l'équipe de rédaction est liée à un projet politique, le MPO (Mouvement Populaire Occitan) qui développe précisément une plate-forme national-populiste d'alliance de classe. C'est l'indice d'un danger.

Les viticulteurs ont renoncé à certaines formes de luttes impopulaires, ils ont obtenu des maires du département de l'Aude qu'ils interdisent le transit et le stockage du vin dans leur commune. D'autres actions ponctuelles soulignent que la lutte des classes traverse aussi le monde viticole. Si les petits viticulteurs constatent qu'ils peuvent trouver du côté de la classe ouvrière et des autres paysans exploités, de la jeunesse occitane condamnée au chômage ou à l'exode, ses véritables alliés, les plus sûrs, la position des dirigeants du CRAV (comité régional d'action viticole) hostile à l'union viticole sacrée sera renforcée.

Il faut donc se garder d'une condamnation globale comme d'un soutien inconditionnel au mouvement viticole. L'un et l'autre ouvrent la voie à la confusion politique et font le jeu des notables. Les militants révolutionnaires du PSU, Lutte vocation de masse comme VVAP) à faire converger les luttes, à organiser la solidarité paysans-ouvriers sur une base anticapitaliste. C'est la condition de l'apparition en Occitanie d'une véritable unité populaire qui fera coïncider l'émancipation des travailleurs et celle de la nationalité occitane.

Jordi Aurlalhant



## ● Sécurité Sociale : salariés - assurés, même combat

La Sécurité Sociale, dont la création a été le fruit des luttes des travailleurs, reste tributaire du capitalisme. Le patronat la domine depuis les Ordonnances de 1967. L'insuffisance des effectifs, la faiblesse des salaires, l'aggravation des conditions de travail sont constantes. L'offensive gouvernementale contre les sociétés mutualistes, le retard des prestations familiales par rapport au coût de la vie touchent tous les assurés sociaux. Les discussions à n'en plus finir au sein de l'UNCASS (Union des caisses nationales de Sécurité Sociale) entre le patronat et les syndicats servent d'éteignoir.

La volonté du personnel d'engager la lutte partout se manifeste cette semaine par des grèves dans les caisses avec comme objectif essentiel une augmentation de 250 F pour tous.

Il s'agit autour de cette grève de souder le front personnel de la Sécurité Sociale — assurés sociaux autour de quelques objectifs. Nos camarades de Marseille, engagés dans cette action, en ont retenu quatre :

- maintien du pouvoir d'achat pour toutes les catégories par l'application de l'échelle mobile contrôlée par les syndicats,
- grille unique des archivistes aux directeurs et augmentations uniformes.
- contrôle des agents sur les cadences et conditions de travail,
- contrôle populaire sur la Sécurité Sociale par l'abrogation des Ordonnances de 1967, le rétablissement des élections aux CA et un meilleur contrôle des assurés sociaux.

font tout ce qu'ils peuvent pour populariser leur lutte. Les paysans du Larzac ont déjà envoyé un télégramme de solidarité, et les viticulteurs du coin soutiennent également la lutte. Samedi 26 a eu lieu, sur le marché de Pézenas, une intervention des grévistes pour inviter les habitants à se rendre à l'usine discuter avec eux et acheter du matériel sur place. Par ailleurs, les ouvriers de la Socomatec ont envoyé une délégation le 1er mai à la manifestation de Montpellier et organisé à Pézenas une fête de soutien.

Dès l'occupation, les grévistes ont mis la main sur de très intéressants documents, gardés depuis en lieu sûr, qui prouvent de manière irrefutable les liaisons on ne peut plus étroites de l'ex-

PDG de la Solamea. Victor Noël (qui depuis la reprise de l'entreprise par la société Socomatec en 1974 était resté dans la boîte en tant que directeur technique) : liaisons avec le SAC, l'UJP, etc. Le jour de l'occupation, il n'a pas hésité à mettre en joue deux ouvriers avec son 22 long rifle... mais, après ce brillant fait d'armes, gardé à vue quelques heures, il a été bien entendu remis en liberté sans autre forme de procès...

Les grévistes se sont aussi aperçus que l'imprimerie de l'entreprise ne servait pas qu'à imprimer des documents à l'usage de la boîte (prospectus avec caractéristiques des différentes fabrications, etc...) mais aussi de nombreuses affiches UDR, des tracts, un journal d'éditorial Midi Progres.

## ● COIGNET : le bâtiment se bat

Les chantiers de Coignet, une grosse entreprise de bâtiment, situés à Nanterre, Jemmapes, Villejuif, Levallois, Antony, Chennevières, Vanves ont été occupés du 11 au 25 avril dernier par 450 travailleurs. Le mouvement a démarré le 11 avril quand les ouvriers ont constaté que leur paie de mars était amputée du salaire du lundi de Pâques, des quatre heures d'intempéries et des primes de transport et de panier. Devant l'arrêt des grues et engins d'importants chantiers (notamment Nanterre-Préfecture), la direction a dû reculer.

Mais on n'arrête pas une grève. Les ouvriers (des immigrés à 90 %) ont profité des débrayages spontanés organisés sur tous les chantiers pour avancer d'au-

tres revendications : notamment : 450 F par mois pour tous, le respect des qualifications, la garantie de l'emploi, de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité et une formation professionnelle pour tous. La direction s'est ainsi trouvée piégée. Les ouvriers unis ont maintenu leur grève et leurs revendications malgré le refus de négociations. Finalement ils ont obtenu satisfaction pour l'essentiel vendredi dernier et ont approuvé les résultats, samedi, au cours d'une assemblée générale. Ils ont repris le travail, le lundi 28 avril, en ayant obtenu une augmentation horaire dégressive au fur et à mesure qu'on monte dans la hiérarchie et une nouvelle grille salariale.

## ● Chambre de commerce : de l'école de prestige à l'école du fric

Assurant tout un secteur de formation délaissé par l'Education nationale, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) a créé un réseau d'écoles correspondant parfaitement aux besoins du patronat régional et national. Il s'agit d'écoles de prestige comme HEC, destinées à fournir les cadres supérieurs, mais aussi de centres de formation pour apprentis (CFA) et de formation continue pour adultes.

Cette dernière filière est systématiquement favorisée par la CCIP actuellement, car elle bénéficie de subventions de l'Etat et constitue un secteur rentable. La Chambre de commerce met au point un plan de restructuration des écoles techniques (Grégoire et Gambetta) : ce qui compte, ce ne sont pas les « sec-

tions artistiques qui marchent mal », comme le cuir, mais celles que réclament les patrons locaux.

Face à cette nouvelle politique, l'ensemble du personnel et des élèves de la Chambre commence à se mobiliser. Ils ont débrayé massivement et participé à des collectes en faveur des 150 travailleurs du CESA-HEC en grève pour l'amélioration de leurs conditions de travail. La direction a cédé en partie sur le « principe » des 41 h pour tous, l'allègement des charges pour les femmes de ménage, le remplacement en cas de maladie... mais les négociations continuent et les grévistes sont décidés à obtenir des mesures immédiates et satisfaisantes pour tous les services.

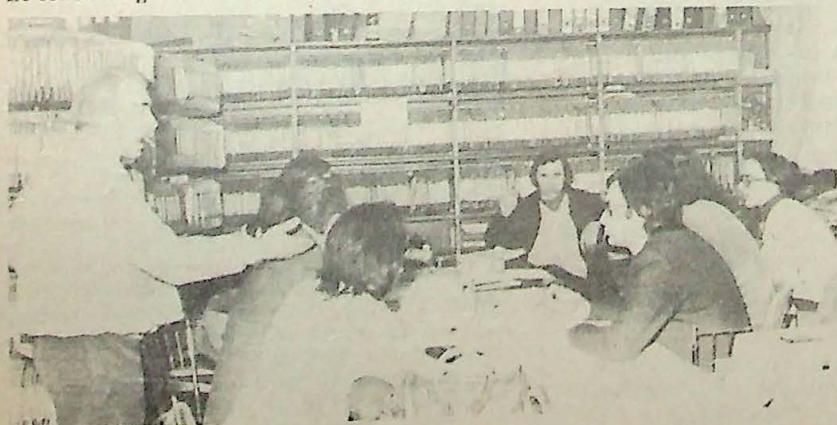
## ● Solaméa : un certain trésor de guerre

L'usine de la Solaméa-Socomatec à Pézenas est toujours occupée ; les travailleurs assurent une petite production avec les stocks restants pour alimenter les ventes sauvages : chargeurs de batterie, postes de soudure, barbecues, « diables », et même une balance qui leur a été commandée par un cafetier du coin ! Ils ont refusé de livrer des pièces à l'usine du Saut du Tarn qui en avait besoin pour honorer une commande ur-

gente et importante de l'URSS : ils espèrent ainsi faire pression en haut lieu pour qu'une issue soit rapidement trouvée au conflit. On redoute toujours en effet une intervention des CRS pour faire évacuer l'usine. De plus, le téléphone a été coupé dès vendredi 25, ce qui gêne évidemment tous les contacts.

Les travailleurs, qui se réunissent tous les jours en assemblée générale,

Le comité de grève de la Solaméa



## ● Sedra : Ericsson liquide

Sedra fut créée en 1962, à Bailly dans les Yvelines, par la société marseillaise Ferer Auran, ins tallateur de matériel électrotechnique. Mais, en 1969, Ericsson achète Ferer Auran et, de ce fait, possède le pouvoir économique sur Sedra qui employait une vingtaine de personnes. Dès 1970, l'apparition des mini-ordinateurs sur le marché de l'informatique oblige l'équipe à se spécialiser dans les applications de l'informatique industrielle. A la même époque, Sedra étend son secteur de vente aux industries de transformation (sidérurgie, automobile, chimie, cimenterie). Depuis 1973, la firme est, de par la volonté de son directeur général, en réorganisation constante. Il vaudrait mieux dire « désorganisation ». Le nombre de travailleurs augmente mais celui des heures de travail vendue diminue, bien que tout le monde soit « surchargé ».

En décembre 1974, le PDG, administrateur du groupe Ericsson-France, annonce au comité d'entreprise la décision d'Ericsson de faire disparaître la société et de « recaser » les travailleurs dans les différents services de la future usine de Colombes. Le directeur commercial quitte alors la société : son poste n'est pas reconduit et le service commercial est démantelé.

Les travailleurs de Sedra refusent cette situation : pétitions, information des habitants de la commune, contacts avec les élus locaux, rencontre avec l'inspecteur du travail, popularisation par la presse et enfin grève. Les militants PSU des Yvelines ont, pour leur part, contribué à la popularisation.

Mais l'arrêt de travail dans une société d'études, qui ne produit pas, a peu de répercussion à court terme sur le patronat. Alors les travailleurs, syndiqués à 50 % à la CFDT et à la CGT, cherchent une méthode de lutte adaptée à leur problème.

Ericsson menace de licenciement ceux qui refuseraient de signer une offre d'emploi chez lui : salaire, poste, classification seront définis dans le détail après. Les travailleurs, eux, présentent un cahier de revendications où ils demandent le maintien des contrats de travail (lieu de travail, salaire, classification), un plan de formation (pour pouvoir étendre les activités actuelles de la société à l'informatique téléphonique, les travailleurs doivent être formés). Ils exigent également un plan de reclassement pour tous les licenciés, des indemnités pour ceux qui accepteraient de travailler à Colombes, et une garantie d'avenir professionnel.

## élargir la bataille

☒ Que le débat sur l'industrie nucléaire soit profondément, irrémédiablement, dérangeant pour l'ordre politique courant, nous le devinons. Et c'est sans appréhension que le PSU dans son ensemble a une fois de plus joué son rôle d'éveil, de mobilisation, d'avant-garde en un mot.

Certes, depuis des années, se multipliaient les initiatives de Pignero, à Premilleu et de Fournier à Lebreton. Ce sont d'abord des individus et des petits groupes locaux qui ont entamé la contestation.

Grâce à eux, grâce aux mouvements écologiques aussi, un progrès considérable a été fait entre la marche sur Bugey et la semaine « anti-nucléaire » du 20 au 27 avril, qui de plus rassemblait la gauche révolutionnaire. Le fantastique déferlement de propagande pronucléaire, le black-out fait sur les activités des adversaires du programme « français », le silence hargneux ou méprisant d'une partie de la gauche française, n'ont rien changé à cette réalité : le débat sur l'énergie nucléaire est désormais une des pierres de touche de tout projet politique et social.

C'est pourquoi, le caractère populaire et joyeux de la manifestation de Paris, (qui rassemblait entre 25 000 et 30 000 personnes, et a constitué un incontestable succès) comme la multiplication des actions dans de nombreuses villes françaises et à Berne (15 000 personnes) représentent un pas en avant important dans le rapprochement, la convergence entre « écologistes » et « politiques ». Le colloque « nucléaire et politique » organisé le 27 avril à Paris a montré également que barrières et préventions commençaient à tomber.

Ce pas en avant doit être suivi de beaucoup d'autres ; le rôle et la place des travailleurs — ceux de l'énergie en particulier — est évidemment la question centrale de la lutte contre le programme nucléaire.

C'est pourquoi l'équivoque, le silence ou l'absentéisme d'une partie de la gauche deviennent tout à fait hors de propos. Laisser sans réponse l'agression du gouvernement EDF-Westinghouse alors que de tous les milieux directement concernés s'élèvent mises en garde et protestations, c'est revenir à une politique de l'autruche qui en d'autres circonstances a coûté cher au mouvement ouvrier.

Le PSU, qui fut le parti de la lutte contre la guerre d'Algérie, de l'ouverture à mai 68, du soutien actif à Lip et au Larzac, se retrouve une fois de plus en avant dans une bataille décisive pour l'avenir de la population dans son ensemble.

Il espère simplement être très vite « récupéré » par l'ensemble de la gauche... ■

## Dossiers formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier

N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.

N° 7 Lutte, contrôle et Autogestion, les réponses du P.S.U.

La série des 3 N° F 8,00 Commandes et règlement à adresser à Edition Syros

## après la semaine contre le prog

Quelques 300 militants écologiques et politiques se sont rassemblés samedi et dimanche dernier à Paris sur invitation des Amis de la Terre, du Mouvement écologique et du PSU. Thème : nucléaire et politique. Assistance en majorité parisienne, mais de nombreux militants étaient venus d'Alsace (Fessenheim et Cie), de Bretagne (Erdeven), et de Charente (Braud) ainsi que d'Angleterre, d'Allemagne et de Belgique.

Nous avons demandé à Philippe Roqueplo, journaliste et homme de science, de commenter les travaux de ce colloque.

☒ Le but du colloque n'était pas d'organiser les différentes tactiques de la lutte anti-nucléaire. Le propos était plus théorique : il s'agissait d'analyser les conséquences du programme nucléaire et celles de son abandon. Ce sont là, n'en déplaise à M. Chirac, des questions infiniment sérieuses ; des questions que les gens véritablement sérieux se doivent d'affronter avec un maximum de lucidité : tel aura été, précisément, le premier mérite de ce colloque.

### les conséquences du programme nucléaire

Nous avons analysé ces conséquences sous trois rubriques : les dangers du programme nucléaire, les problèmes énergétiques et économiques qu'il soulève, et enfin les problèmes politiques et sociaux.

1 — D'abord les dangers. Ceux-ci sont à la fois bien et mal connus. Ils sont bien connus en ce sens qu'il est facile de les énumérer : les déchets radioactifs, les risques biologiques provenant d'irradiation ou de contamination (ingestion d'un produit radioactif qui demeure ensuite dans l'organisme), la pollution thermique, les risques d'accidents ou d'attentat au cours des transports, l'usine de retraitement, les surgénérateurs, etc... La liste est aisée à énoncer, mais ce qui l'est moins c'est d'évaluer le risque réel (en probabilité et en amplitude de dégâts) correspondant à chaque rubrique. Or, sur ce point, on nous raconte des blagues. Exemple : les déchets. On nous dit : on va les « vitrifier » et les déposer dans des mines de sel, aucun danger. Or la vitrification n'est pas encore au point et le dépôt dans les mines de sel n'est nullement un dépôt, puisqu'il supposera pendant de nombreuses années tout un dispositif de refroidissement pour lutter contre l'échauffement dû à la radioactivité. En fait, **on ne sait pas** comment se débarrasser des déchets.

Quant aux risques biologiques, ils sont mal connus. Y-a-t-il ou non un seuil d'irradiation en dessous duquel celle-ci serait inoffensive ? Là encore, **on ne sait pas**. Et la reconcentration le long des chaînes alimentaires conduisant à de fortes contaminations ? Et les surgénérateurs ? Phoenix fonctionne, c'est un fait, mais ça n'en est pas moins une sorte de bombe lente. Elle n'a pas encore explosé. C'est une réussite. Cependant **tous** les techniciens sont effrayés à l'idée de multiplier et de banaliser ce genre de bombe. Or le programme français pour des raisons techniques — n'a aucun sens si les réacteurs actuels ne cèdent pas bientôt la place aux surgénérateurs.

Enfin il vient un autre risque dont l'incidence politique est énorme : bientôt des quantités considérables de plutonium circu-

# un sans



25 000 — 30 000 — 35 000 militants présents le 26 avril, à Paris, de la Place de la République au S... à la Préfecture le soin de « chiffrer » ça avec son c... la fois massif, offensif, et « tranquille » de cette « intense mobilisation dans laquelle le PSU a eu

Bien que certains organes d'expression aient rendu compte d'une campagne qu'elle ignore parisienne n'a d'ailleurs pas été isolée : plus de 2 Nord) ; des marches, piques-niques, et meeting plupart des sites sélectionnés par l'EDF pour y

☒ Les participants au colloque nucléaire et politique se félicitent du succès des actions de masse entreprises les 26 et 27 avril dans toute la France, qui témoignent de l'extension du mouvement de protestation contre le programme nucléaire français.

Le colloque lui-même — réunissant des scientifiques, des responsables syndicaux, des animateurs des comités anti nucléaires, des militants écologiques et autogestionnaires — a permis de préciser le sens et les conditions de la lutte engagée. Il a procédé à la synthèse des raisons d'imposer au gouvernement français un moratoire sur son programme : sécurité des travailleurs de l'énergie, risques pour la population, atteintes sans précédent aux libertés individuelles et collectives. Il a également ouvert le débat nécessaire sur les conséquences d'une révision complète de la politique énergétique : en attaquant le développement capitaliste actuel à sa racine, on affirme la nécessité d'un changement radical de société.

Les manifestations comme le colloque sont un point de départ. Les luttes qui vont s'étendre

## aller retour



Pour le rassemblement national « anti-nucléaire » du square des Sorbiers : on ne sait pas au juste, et on laisse le compte-goutte habituel. L'important, c'est le caractère de manifestation douce : un résultat qui est le fruit d'une très grande part.

Ainsi le prétexte d'incidents autour de la place de la même, l'ensemble de la presse a été contrainte de consciencieusement auparavant. La manifestation de 10 personnes se sont regroupées à Gravelines (dans le pont été organisé simultanément aux alentours de la tour de centrales nucléaires. Il faudra recommencer !

## Pour un moratoire

contribueront à l'élaboration collective d'une autre société. Pour cela, elles doivent être élargies :

— aux travailleurs de l'énergie qui ne peuvent qu'être victimes de l'alignement des entreprises qui les emploient sur les intérêts des groupes capitalistes multinationaux ;

— aux travailleurs de la recherche, dont l'activité est systématiquement détournée vers la réalisation du profit maximum ;

— à l'ensemble des travailleurs des villes et de la campagne, victimes d'une crise destinée à leur faire accepter un renforcement de la domination et de l'exploitation capitalistes.

Le colloque a conclu à la nécessité de poursuivre la lutte pour le moratoire, en développant l'action autour des objectifs suivants :

1) le contrôle populaire sur l'information et sur l'application des connaissances scientifiques ;

leront sur les routes. Or, la dose maximale supportable par l'organisme humain est de un millionième de gramme. Moralité : contrôle, contrôle et encore contrôle. Donc, police, ce qui conduit à l'aspect politique de la question.

### les problèmes politiques et sociaux

1) Nous avons d'abord procédé à une vigoureuse dénonciation de l'EDF. En effet le programme nucléaire revêt une caractéristique fondamentale ; il constitue un point de non-retour qui engage la technologie et l'économie dans une fuite en avant permanente : usine d'enrichissement, surgénérateurs, usines de retraitement, etc... Or cette fuite en avant constitue elle-même la seule issue possible pour un capitalisme essoufflé : reconcentration industrielle sous le contrôle immédiat des firmes multinationales.

L'EDF se fait ainsi l'agent principal de la subordination de l'industrie française au capitalisme international. Qui plus est, pour y parvenir elle a besoin de recourir aux appareils d'Etat afin de cacher mensongèrement les risques écologiques résultant du nucléaire et afin de réduire la contestation au silence. Déjà l'EDF inonde les CES et les lycées de plaquettes et diapos ; surtout : elle fait appel à la police pour mater les contestataires.

2) Cet appel à la police ne peut que s'amplifier : les risques du nucléaire sont si énormes que l'Etat devra tout mettre en œuvre — nous l'avons déjà vu — pour éliminer absolument tout risque d'attentat ou de malfaçon quelconque.

3) Au demeurant cette tendance converge avec l'évolution actuelle de l'armée : faute d'ennemi extérieur précis, celle-ci se trouve en crise. Il lui faut un adversaire : d'où la nouvelle théorie de l'ennemi intérieur ; voire : de la menace potentielle. Le nucléaire vient alors à point. Pensez-donc ! Quelle menace potentielle plus terrifiante que les 170 centrales qu'on nous propose pour l'an 2 000 avec tout le système d'enrichissement — transports — retraitement qu'il implique. N'est-il pas inéluctable que ce système soit finalement contrôlé et géré par l'armée elle-même qui retrouve ainsi, ostensiblement, sa raison d'être.

4) La police et l'armée, donc. En tout état de cause : une gestion centralisée et technocratique. En effet le système nucléaire sera extraordinairement complexe et devra être géré avec une cohérence et une rigueur absolue.

2) le blocage par l'action directe, sur chaque site, de la construction de centrales dès l'engagement de la procédure par l'EDF ;

3) l'organisation d'une campagne permanente auprès de l'opinion publique ;

4) le développement d'un mouvement de désobéissance civile, en accord avec les travailleurs de l'énergie, pour prélever sur les factures d'électricité les sommes nécessaires à la recherche et au développement d'autres solutions énergétiques, qu'il s'agisse d'économies ou d'autres productions d'énergie.

Les participants au colloque souhaitent la création d'un comité central d'initiative pour le développement de ces actions qui permette la réalisation de la plus large unité populaire.

Dès maintenant ils appellent à la mobilisation pour la marche sur Fessenheim le 25 mai 1975. ■

lue (exemple : comptabilité plutonium au gramme près).

5) Police, armée, technocratie : est-ce au moins au profit d'une véritable indépendance nationale ? Rien n'est moins certain. Déjà la filière adoptée met la France dans la dépendance technologique des Etats-Unis. A cela s'ajoute le contrat léonin qui nous lie à eux pour l'acquisition de l'uranium enrichi nécessaire au démarrage du programme. Il est vrai qu'on prétend ici pallier cette dépendance grâce à l'usine de Tricastin ; mais le programme est ici, technologiquement et économiquement, trop tendu pour être crédible.

6) Ceci conduit à la critique économique du programme : il représente au minimum pour l'EDF un investissement de 9 milliards par an, soit la moitié de son chiffre d'affaire de 1973. D'où des emprunts et de nouvelles dépendances par rapport au capitalisme international.

7) Au demeurant il ne suffit pas d'argent pour construire des usines : il faut encore de l'énergie. Le programme prévu en consommera tellement qu'il ne remboursera pas sa ponction avant dix ou quinze ans. Dans l'intervalle, qui donc — en plus de Westinghouse et consorts — aura bénéficié de la fuite en avant d'EDF ? Réponse : les multinationales du pétrole.

### écologie et politique

Ainsi donc nous avons adopté trois problématiques : écologique, politique, économique. Or ces problématiques conduisent à des critiques convergentes et, visiblement, le pouvoir actuel en a conscience : si le capitalisme, dans sa fuite en avant, est obligé de recourir aux appareils d'Etat pour interdire la contestation écologique du nucléaire, c'est que cette contestation le met lui-même radicalement en cause. Cela prouve le formidable impact politique du mouvement écologique en ce domaine.

C'est là un point qui a été plusieurs fois envisagé au cours du colloque. Parmi les participants, certains insistaient davantage sur le rôle du nucléaire dans le relance du capitalisme ; d'autres sur les risques écologiques ; d'autre sur le régime technocratique et policier... Or l'intérêt majeur du colloque est d'avoir manifesté à quel point ces diverses approches s'impliquent mutuellement. D'où une triple conclusion stratégique, sur laquelle les camarades de Braud et d'Erdeven (ainsi que le camarade venu de Why) ont vigoureusement insisté : 1 / La contestation écologique locale serait paralysée par un étiquetage politique prématuré et n'en a que faire ; 2 / néanmoins elle constitue par elle-même un puissant facteur de politisation ; 3 / les partis — en particulier le PSU — doivent être en mesure de correspondre à cette politisation progressive, compte tenu de son enracinement écologique. Ils doivent, en particulier, pouvoir proposer une perspective positive au-delà du refus pur et simple exigé par la situation actuelle.

Certes, dire « NON » est déjà un acte responsable (plus responsable que la fuite en avant d'EDF et du gouvernement plus responsable que le scandaleux silence de la gauche traditionnelle) et, en un certain sens, c'est ce NON qui d'abord importe. Il crée cependant une formidable exigence : celle d'analyser les conséquences du refus, fût-ce par la violence, on est décidé à imposer.

Philippe ROQUEPLO ■

Faute de place, nous sommes contraints de reporter à la semaine prochaine la suite de l'article de Philippe Roqueplo et le compte-rendu des manifestations anti-nucléaires qui se sont déroulées en province.



## des Lip anglais...

Les chantiers du Clydsidde avaient été « nationalisés » par le gouvernement travailliste, de 1966 à 1970, avec l'aide d'importants crédits gouvernementaux. Le gouvernement conservateur de 1970, après la politique désastreuse de « laisser faire » de sa première année, refusa l'extension de ces crédits et les propriétaires firent faillite. Malheureusement pour eux, les travailleurs de cette région n'acceptèrent pas cette situation. Ils continuèrent à travailler sur les navires alors en construction, et refusèrent de coopérer avec le liquidateur ; les cadres moyens et inférieurs s'associèrent au « work-in » sous la direction du comité des délégués d'ateliers.

### les « work-in »

Le « work-in » de l'UCS ne montrait pas particulièrement de signes évidents d'une activité autogestionnaire révolutionnaire. L'opération était étroitement dirigée par le comité des délégués dont l'attitude politique était déterminée par les communistes qui en faisaient partie. La participation des travailleurs dans leur ensemble à la prise de décision n'était ni souhaitée ni bien accueillie : l'objectif du « work-in » était de sauvegarder la viabilité de l'entreprise de constructions navales jusqu'à ce que l'on parvienne à trouver un nouveau propriétaire capitaliste. Les délégués cependant (élus par la base) furent soutenus pendant toute la durée de la lutte. Une victoire, en terme d'objectifs fixés, fut remportée en 1972, lorsque les chantiers furent repris par une compagnie américaine.

La véritable réalisation du travailleur de l'UCS ne fut pas ce qu'eux-mêmes réalisèrent, mais la flamme qu'ils allumèrent. A partir de ce moment, il apparut clairement aux travailleurs — non seulement aux plus « politisés » mais en général — qu'on pouvait lutter contre les licenciements.

Il parut bientôt évident qu'il ne suffisait pas de changer de patron comme les travailleurs de l'UCS.

**Entre 1971 et aujourd'hui, il y a eu en Grande-Bretagne plus de cent occupations d'usines, « sit-in », « work-in », etc. De même qu'en France, c'est LIP qui a été le détonateur, le « work-in » d'une année aux chantiers navals de Glasgow commencé en 1971 en a été la première étincelle ; elle a déclenché un processus qui s'est développé à la fois sur le lieu de travail, et, bien que faiblement, dans la vie politique du parti travailliste.**

L'action qui eut, ensuite, un effet d'ensemble sur la prise de conscience fut la prise en charge d'une petite usine de chaussures par ses ouvrières à Fakenham, dans une région rurale. Les femmes, cette fois, poursuivirent la production mais changèrent de produit et fabriquèrent d'autres marchandises, en cuir, qui leur paraissaient devoir se vendre mieux. L'issue de ce « work-in » fut la transformation de l'usine en une coopérative ouvrière, où les ouvrières devinrent propriétaires des actions, et en assurèrent indépendamment la direction.

Au cours des nombreuses occupations d'usines qui eurent pour objet, en 1972 et 1973, d'empêcher le recours aux primes de licenciement, les travailleurs ne cessèrent d'apprendre des précédentes occupations et des techniques employées pour empêcher le sabotage, obtenir le soutien d'autres travailleurs, etc...

Dans le contexte de la victoire électorale du parti travailliste en 1974, le mouvement a pris une dimension nouvelle. Les occupations d'usine ont cessé d'être de simples actes de désespoir contre le chômage. Elles ont commencé à se trouver liées à la politique menée par une partie de l'aile gauche travailliste qui s'orientait lentement vers des positions de « contrôle ouvrier » (le terme contrôle en anglais prend un sens beaucoup plus fort qu'en français). Depuis février 1974, nombre de ces occupations

ont eu pour point de départ la revendication d'une subvention gouvernementale permettant à l'entreprise de survivre sous forme d'une sorte de coopérative ouvrière. Le gouvernement travailliste, sous l'influence de son ministre de l'Industrie Tony Benn, a accordé des subventions à divers projets de cette nature, y compris l'usine de motos « Triumph » à Coventry, et l'usine IPD à Liverpool.

### des coopératives ouvrières

Naturellement la création de coopératives ouvrières ne met pas directement en cause le capitalisme. Mais toute la gamme des patrons et des hommes politiques conservateurs, ainsi que de nombreux travaillistes ont attaqué les subventions accordées à ces projets.

Dans un climat de crise, dans un pays où abondent les industries archaïques à « sur-emploi », il est à craindre que les occupations d'usine ne se généralisent à un moment ou à un autre. Certaines industries destinées à la nationalisation (constructions navales ou aéronautiques par exemple) voient déjà leurs ouvriers mettre sur pied des projets de structures autogestionnaires pour le jour où celle-ci sera réalisée. En même temps, on a vu apparaître chez les ouvriers occu-

pant leurs usines des revendications visant à obtenir la nationalisation de leur entreprise de préférence à sa transformation en coopérative ; la nationalisation, cela s'entend, avec le système de direction qu'ils ont élaboré durant l'occupation.

Il y a une coupure nette à l'intérieur de l'aile gauche du parti travailliste (et aussi du parti communiste) entre ceux dont l'activité militante a les salaires pour seul objectif (lesquels sont en général hostiles à toute forme d'autogestion), et ceux qui considèrent que la crise du capitalisme est étroitement liée à la question de savoir qui détient le pouvoir de décision, au niveau de l'usine comme en ce qui concerne les objectifs sociaux de la production. La force que prend cette dernière tendance eut été impossible sans les occupations d'usines des cinq dernières années, et sans la prise de conscience progressive du fait que, quelles que soient les réalisations particulières, ce mouvement doit s'insérer dans une transformation globale de la société.

Ceci se reflète, bien que faiblement, dans les sortes de revendications formulées au niveau des directions syndicales et même dans le TUC. Ceci se reflète également dans l'inquiétude suscitée à droite et au centre du parti travailliste qui, exerçant le gouvernement, a récemment proposé des mesures de style giscardien permettant de verser des sommes assez importantes aux travailleurs qui perdent leur emploi à la suite de la faillite de leur entreprise (coupant ainsi plus ou moins court à leurs velléités d'occupation). Il faut dire aussi cependant que, dans les mois à venir où l'on s'attend à beaucoup plus de semblables paiements, la question devra être posée globalement, de façon plus large et avec plus de vigueur qu'actuellement, de savoir si l'on doit prévenir ces tentatives de récupération.

Chris ANDERSON ■

\* Cet article a été rédigé sur notre demande par un des animateurs de l'Institut pour le Contrôle ouvrier, de Nottingham (45 Gamble St.-Nottingham NG 7.)



## Victoire du PS ou du socialisme ?

Les résultats sont là : le Parti socialiste portugais a remporté une écrasante victoire électorale avec environ 38 % des votes. Le Parti Populaire Démocratique vient en seconde position avec plus de 26 % des voix, devançant largement le PCP qui n'en comptabilise que 12,54 %. L'extrême-gauche réunie n'a rallié que 4 % environ de l'électorat. Autre constatation importante : le Parti socialiste a enregistré un succès à peu près uniforme dans l'ensemble du pays, aussi bien dans le nord traditionnel que dans le sud où l'influence du PCP est prédominante, aussi bien dans les grandes villes que dans les quartiers périphériques à forte concentration ouvrière.

Expliquer en conséquence que la victoire du PS provient du ralliement d'une partie de la bourgeoisie ne rend pas compte de la portée de ce succès. Certes, on a assisté au cours de ces élections à la prise de conscience de certains milieux capitalistes — portugais ou européens — du rôle provisoire qu'ils pourraient faire jouer au Parti socialiste. Le scénario est proche de ce que la France a connu dans l'immédiat après guerre : le PC et le PS parlent ensemble de « socialisme », mais le PS se garde de remettre en cause la légalité et se porte garant de la pérennité des institutions bourgeoises. Dans une période de radicalisation des masses, il y a donc intérêt pour la bourgeoisie à soutenir le PS, quitte à avaler quelques réformes désagréables, avec l'espoir de revenir au pouvoir par la suite, quand la modération social-démocrate aura suffisamment isolé le PC et démobilisé les masses. Ce qui s'est passé chez nous entre 1945 et 1947 pourrait bien se reproduire au Portugal : c'est du moins le calcul que fait une partie de la bourgeoisie portugaise.

### une étape nécessaire

Mais comment expliquer les succès enregistrés par le PS au sein de la classe ouvrière ? Pour un certain nombre de régions soumises depuis cinquante ans à la plus primaire des propagandes anti-communistes, il est clair que certains slogans du PS (« **Portugal livre** », « **Socialismo sim, Diktatura nao** ») ont déclenché les vieux réflexes exploités il n'y a pas si longtemps encore par les candidats de l'Union nationale. C'est sur ce point qu'insiste particulièrement le PCP. Mais il faut remarquer aussi que beaucoup



de Portugais ont voté pour le socialisme en choisissant le bulletin du PS, et même que l'attitude bureaucratique du PCP dans l'Inter-syndicale les a amenés dans certains cas à faire ce choix, faute d'une autre possibilité crédible.

Il faut ajouter qu'il y a une différence entre un début de radicalisation, qui s'exprime de façon parfois violente dans la sphère sociale (occupations, mise en marche d'usines abandonnées par les patrons, etc...), et une prise de conscience politique plus globale, qui se traduit par des formes supérieures de luttes et d'organisation, et qui s'accompagne de choix politiques très clairs. Le réformisme n'est pas, comme le croient certains, le simple résultat des pesanteurs

historiques des partis ouvriers traditionnels, c'est d'abord une étape inévitable dans le processus de radicalisation des masses.

Le succès du PS est donc le résultat de divers ralliements. Une double question se pose alors : que fera Mario Soarès de sa victoire, et comment le MFA va-t-il réagir ? En réalité, la portée de ce succès électorale est singulièrement limitée, puisque le PS a signé la plate-forme du MFA qui définit déjà les traits essentiels de la future constitution. Elle l'est encore plus si l'on considère que le MFA obligera les socialistes à appliquer leur programme au pied de la lettre : le commandant Jesuino, ministre de l'information, a déjà souligné qu'« on ne peut pas dire qu'il

s'agit d'un vote modéré puisque le socialisme l'emporte par plus de 50 % ». Pour Mario Soarès et l'actuelle direction du PS, il s'agit plus que d'un jeu de mots ; il s'agit en réalité du cadre étroit dans lequel leur liberté d'action sera limitée. A la combinaison PS + PPD = 64 %, Mario Soarès a déjà été obligé de substituer, dans une intervention à la TV, celle que souhaitent les militants du MFA : PS + PC = 51 %.

### le temps compté

Dans ce contexte, la manifestation du 1er mai revêt un caractère symbolique : elle est appelée par le PC, le PS, le MFA, le MDP, le FSP, la LCI et sera probablement ralliée par le MES. Cela traduit bien la volonté du MFA de ne pas laisser trahir les engagements pris par les partis auprès des électeurs. Dès lors, le leader du PS risque bien de se trouver prisonnier de son succès, car il est désormais lié par un programme précis présenté à son électorat, et obligé de l'appliquer par un MFA peu sensible à l'électoratisme et aux combinaisons politiciennes qui ont permis en France la floraison des Auriol, des Ramadier et des Guy Mollet.

Il faut enfin rappeler que le Portugal va devoir désormais choisir rapidement une voie précise de transformation de ses structures. La pression des USA et des pays de la CEE va se faire très forte, et une crise économique est à redouter. Dans cette situation, les organisations révolutionnaires vont devoir travailler très vite à l'organisation autonome des travailleurs à tous les niveaux de la vie sociale et économique, pour imposer non seulement les changements de structures nécessaires, mais surtout une alternative cohérente de pouvoir qui interdise l'installation rapide d'un capitalisme d'Etat qui devrait engendrer rapidement un cas de crise économique grave, un système politique extrêmement oppressif. Dans le même temps, de nouveaux mauvais coups de la réaction sont à redouter, et la vigilance populaire devra se renforcer : la venue de Spinola en Europe ne s'explique pas seulement par la volonté de l'ancien gouverneur de Guinée de s'exprimer plus librement qu'au Brésil...

Après ce second 25 avril au Portugal, tout est donc encore possible, mais le temps est désormais compté.

Jean PATERNAT ■

## La presse portugaise et le meeting du 16 avril à Paris

*L'initiative du PSU de réunir à la Mutualité — en pleine campagne électorale — des dirigeants du MES, de la LUAR et du FSP, ainsi qu'un lieutenant de l'Armée, a rencontré un large écho dans la presse de Lisbonne. Le Fixe et l'Expresso du 19 avril insistaient surtout sur l'importance de ce meeting pour contrecarrer la campagne de dénigrement que mène la presse bourgeoise française contre la révolution portugaise. Le Seculo du 25 et A Capital du 26 soulignaient de leur côté la décision, proclamée en plein meeting, de créer un comité de coordination des groupes français du MES, de la LUAR, et du FSP avec le soutien de la LCI. Si les journaux français n'ont pas jugé bon de faire une place conséquente à cet événement, la presse de Lisbonne a estimé pour sa part que quelque chose d'important pour le Portugal s'était passé ce soir-là à Paris. C'est bien là l'essentiel.*

J.P. ■



## Vietnam :

# Le GRP à « Ho Chi Minh-Ville »

◆ La situation militaire au Vietnam justifie les espérances que nous avions depuis des années dans la détermination du peuple vietnamien : face à la plus grande puissance militaire du monde, qui employait des armes d'une technologie proprement stupéfiante (un maquisard marchant sur un petit « mouchard » électronique largué d'avion déclenchait le feu d'un hélicoptère piloté automatiquement jusqu'à lui !), les maquisards du sud — épaulés il est vrai par le Nord et les armes soviétiques ou chinoises — ont réussi à tenir, malgré tous les plans de quadrillage et d'assainissement, et depuis quelques semaines à gagner du terrain. Et Saïgon, après le reste du pays, a dû se rendre, tout comme l'était Phnom-Penh il y a quelques semaines.

L'effondrement de l'armée de Thieu a atteint des proportions inouïes : l'aviation sud-vietnamienne, naguère la quatrième du monde, a perdu au sol plusieurs centaines de ses appareils, le reste servant parfois à bombarder le palais présidentiel. Un symbole, qui aurait — selon des amateurs d'anecdotes — déterminé la décision de Thieu : les régiments d'élite, fer de lance de la politique de « vietnamisation », ont saccagé la tombe des ancêtres du président Thieu, qu'ils avaient charge de protéger.

Saïgon, rebaptisée aussitôt « Ho Chi Minh-Ville » par les révolutionnaires victorieux, est tombée sans se battre : Saïgon l'américaine, Saïgon la corrompue n'était plus que l'ombre d'elle-même en fait depuis le début

du repli U.S. Les replâtrages politiques dérisoires de ces derniers jours — comme la nomination du général Minh — n'ont pas fait illusion : construit sur la guerre, le pouvoir à Saïgon s'est écroulé dès que l'équilibre des forces a changé, dès que la débâcle a commencé dans le Nord, dès que la paix apportée par le GRP a commencé à s'étendre dans le pays. La route était libre pour le FNL et le GRP qui ne trouvaient même plus d'interlocuteurs valables en face d'eux...

Mais la fin de cette « sale guerre » de trente ans ne marque pas celle des efforts des révolutionnaires vietnamiens, bien au contraire. Une tâche gigantesque les attend : la reconstruction d'un pays saccagé et meurtri comme rarement une nation l'aura été. L'énergie et l'esprit d'initiative qui avaient été déployés en vue de la victoire militaire ne seront pas de trop pour venir à bout des tâches à venir.

Malgré cette suite de victoires, nous devons nous garder de céder au triomphalisme : la victoire militaire n'est pas tout. Il faut éviter le délire de certains qui interprètent cette victoire comme une déroute de l'impérialisme, en train de se redéployer sur des bases nouvelles en Australie et en Micronésie (un chapelet d'Iles entre le continent asiatique et le continent américain qui fait partie du dispositif militaire dépendant du commandement en chef U.S. du Pacifique).

après la fusillade de Beyrouth :

## la résistance palestinienne et la nouvelle gauche libanaise

Les perspectives de la résistance palestinienne sont actuellement l'objet de débats internes et externes à celle-ci. Le PSU qui, dès le départ, a soutenu la lutte du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits à l'existence nationale niée par le sionisme, entend être partie prenante, au niveau de ses responsabilités, dans cette discussion. C'est la raison pour laquelle nous jugeons nécessaire de donner aux militants le plus grand nombre d'informations qui peuvent prêter à des interprétations dif-

férentes. La complexité de la situation, mais aussi la nécessité de l'affronter en termes politiques, expliquent la présence de plusieurs points de vue.

Le 17 et le 22 avril, le Bureau national du PSU a rencontré une délégation de l'OLP conduite par E. Kalak : la nature actuelle des rapports politiques nécessaires entre le PSU et l'OLP a fait l'objet d'un examen approfondi qui devrait déboucher sur un travail commun

Bernard RAVENEL ■

◆ Dimanche 13 avril 1975 : les phalangistes massacrent les occupants d'un bus de palestiniens revenant d'un meeting. Parmi eux des femmes, des enfants... aucun n'était armé. Le chauffeur survivant témoigne : c'est bien un massacre... qui s'inscrit dans une campagne de fanatisation antipalestinienne, antiprogessiste et anti-arabe, orchestrée par les phalangistes : les Kataïeb.

Ce parti des Kataïeb ouvertement fasciste et confessionnel participe au pouvoir et a pris de l'importance depuis 1958 ; il recrute dans les bourgeoisies traditionnelles et les petites bourgeoisies nationales chrétiennes, servantes zélées du colonialisme. Leur paupérisation croissante explique leur fascisation.

Il est l'allié traditionnel du pouvoir et donc de l'impérialisme US

et israélien ; il est le fer de lance de toutes les forces réactionnaires qui cherchent à aider Israël dans l'extermination de la résistance palestinienne au Liban.

Ce qui s'est passé dimanche n'est qu'un épisode, une répétition, dont le feu vert a été donné par Pierre Gemayel (leader phalangiste) dans son memorandum (1) de janvier 75.

La bataille de Saïda, il y a un mois et demi, s'inscrivait dans ce processus ; elle s'est conclue par une victoire des forces populaires et progressistes alliées à la Résistance qui ont chassé l'armée par les armes.

L'affrontement de Beyrouth a confirmé la supériorité militaire et politique de la Résistance, mais aussi celle des forces progressistes libanaises qui ont réellement encadré un mouvement popu-

laire et armé. Notons qu'à Beyrouth les quartiers tenus par les progressistes ne se sont pas vidés pendant les affrontements et ont vu naître des comités de résistance populaire alors que ceux où recrutent les Kataïeb se sont vidés en un clin d'œil et ont été investis par la Résistance.

A la victoire militaire se joint une victoire politique : l'isolement des Kataïeb :

— aucun de leurs alliés traditionnels ne les a défendus publiquement,

— ils ont été exclus de toute négociation et mis devant le fait accompli : Mahmoud Riad venu négocier au nom de la Ligue arabe a été contraint par la gauche de ne pas les rencontrer,

— le discrédit a été jeté sur eux aux yeux même des chrétiens qui ne forment plus un bloc uni ; les

déclarations des chrétiens progressistes ont été très écoutées.

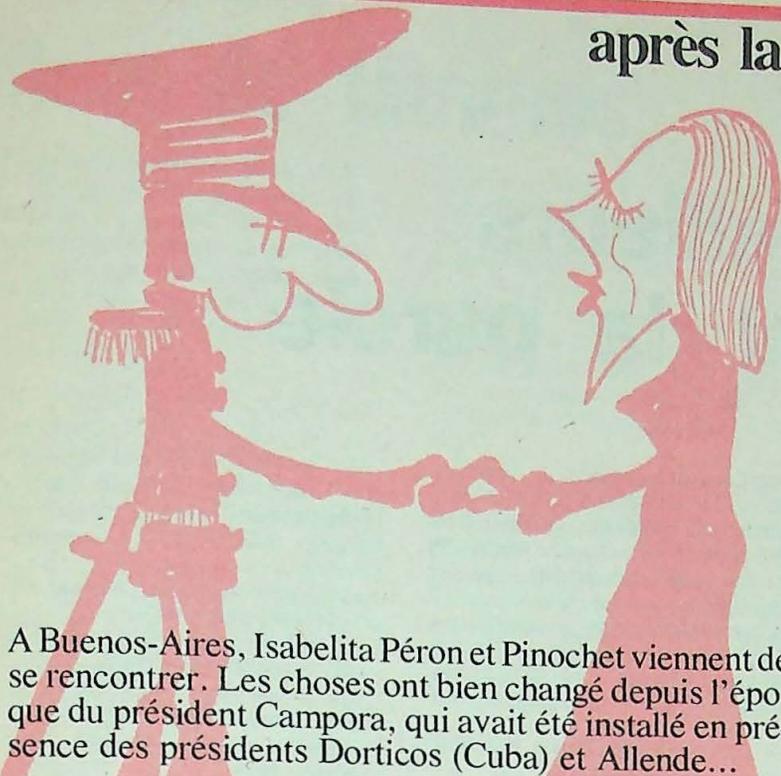
La bataille de rue a été des plus violentes (environ 300 morts), elle a montré l'acharnement des forces réactionnaires complices d'Israël à détruire un des derniers « carrés » de la Résistance. Celle-ci en est sortie victorieuse mais sait très bien que ce n'est qu'un répit et qu'il n'est pas impossible qu'Israël attende un prochain affrontement pour intervenir en même temps.

Plus que jamais la solidarité internationale, le soutien à la révolution palestinienne et aux forces progressistes libanaises doivent se manifester.

d'un correspondant à Beyrouth ■

(1) Dans lequel il demandait notamment une redéfinition de la présence des Palestiniens.

# après la rencontre Péron-Pinochet l'axe Chili-Argentine



A Buenos-Aires, Isabelita Péron et Pinochet viennent de se rencontrer. Les choses ont bien changé depuis l'époque du président Campora, qui avait été installé en présence des présidents Dorticos (Cuba) et Allende...

Le Chili, l'Argentine détonaient alors dans le concert des dictatures latino-américaines. Depuis, le gouvernement populaire chilien a été renversé. La Bolivie, riche en pétrole, et en fer, devient peu à peu une colonie brésilienne ; l'Uruguay vidé de ses habitants, un parc à bestiaux pour les riches propriétaires brésiliens.

De son côté, l'Argentine a perdu la partie face au Brésil. Il n'y aura pas d'« Argentina Potencia » comme le proclamait la propagande péroniste. Face à une classe ouvrière organisée, ayant une forte tradition de lutte, le gouvernement argentin, n'a plus comme arme que la répression.

## Le sort des réfugiés

Les forces répressives argentines accentuent leur pression sur la population. On ne compte plus les assassinats de militants politiques et syndicaux argentins. Maintenant sont aussi inquiétés les nombreux réfugiés politiques latino-américains qui trouvaient encore en Argentine un asile sûr. Les enlèvements d'Uruguayens deviennent monnaie courante. Il y a peu de temps, cinq d'entre eux ont été enlevés (dont trois retrouvés morts). Vingt-et-un Tupamaros ont été kidnappés : on ne connaît pas encore leur sort. Le 14 avril, le leader syndical Hugo Corres, vice-président de la C.N.T. uruguayenne, était enlevé : sa vie est en danger. Seule

une action internationale peut encore les sauver. Les Chiliens, de plus en plus nombreux en Argentine, sont aussi très menacés. 77 d'entre eux ont été arrêtés le 18 février à Mendoza. Des cadavres de Chiliens, criblés de balles par l'AAA, organisation fasciste parapolicière, ont été retrouvés.

## La banqueroute

On ne peut simplement expliquer cette vague de répression par la tradition de violence de l'Argentine. En fait le gouvernement d'Isabelita se heurte à une dégradation de la situation économique, sociale et politique.

En 1973, l'Argentine avait été favorisée par le prix élevé des matières premières qu'elle exporte (blé, maïs, sucre, viande). Les conditions sont aujourd'hui moins favorables sur le marché international (viande en particulier, récession mondiale, coût des importations de pétrole). L'excédent de la balance commerciale s'est fortement réduit en 1974. Il devrait encore se réduire en 1975. La dette extérieure atteint des proportions fantastiques équivalant à trois bonnes années d'exportation (9 000 millions de dollars), contre 14 milliards de dollars pour le Brésil qui a quatre fois plus d'habitants).

A l'intérieur, la crise économique se développe : le taux d'inflation atteint 60 %, le chômage s'accroît, le marché noir quasi inexistant en

1973 prend des proportions fantastiques (on manque de produits de première nécessité).

De plus en plus, le gouvernement lâche devant la volonté patronale d'augmenter les prix pour récupérer leur marge bénéficiaire ; cela est d'autant plus nécessaire que les travailleurs, malgré la répression exercée contre eux et leurs représentants « combatifs » (Ongaro, responsable du syndicat du livre est en prison, Tosco, gaz et électricité, et Salamanca, Renault-Cordoba, sont dans la clandestinité), continuent à lutter contre la dégradation de leur pouvoir d'achat. Le Pacte social péroniste qui prétendait bloquer prix et salaires est bien mort. Le « gouvernement populaire » n'a plus de projet à long terme.

Les luttes des travailleurs deviennent encore plus dangereuses lorsqu'aux revendications salariales s'ajoute la lutte contre la bureaucratie syndicale de la C.G.T. et son cortège de tueurs.

Ainsi, à Villa Constitucion, le centre sidérurgique de l'Argentine, les travailleurs obtenaient après une longue lutte la tenue d'élections syndicales libres. Ils élisaient une liste « combative » à une large majorité, repoussant la liste de la bureaucratie syndicale et du gouvernement.

En mars 1975, prétextant un « complot syndical », le gouvernement fit intervenir 4 000 hommes (!) de la police fédérale. Bilan : 150 travailleurs arrêtés dont les dirigeants syndicaux élus. Le même jour 20 000 travailleurs se mettaient en grève et réclamaient la libération des détenus.

## Les yankees dans le cône sud

Chili-Argentine : deux gouvernements sans perspectives mais dont le maintien est plus que jamais nécessaire à l'impérialisme US qui subit des défaites cuisantes dans le bassin méditerranéen et le sud-est asiatique. L'Amérique latine doit rester une chasse gardée des yankees. C'est d'un intérêt politique majeur.

Mais intervient un facteur contradictoire. Incapable de briser leurs classes ouvrières, les fascistes chiliens et argentins sont peu attractifs pour le capital étranger et en particulier multinational. Dans la nouvelle division internationale du travail qui s'ébauche, il n'y a pas place pour trois ou quatre Brésil (seuls le Venezuela et son pétrole et le Mexique peuvent prétendre à un rôle équivalent du fait de leurs ressources).

Le « cône sud » qui a connu après la seconde guerre mondiale une industrialisation certaine, va apparaître de plus en plus comme une zone à l'appauvrissement marqué (démantèlement de la sidérurgie argentine, au profit du Brésil, pas d'industries compétitives sur le marché latino-américain...).

Ne risque-t-on pas de voir le Chili se contenter d'exportations de cuivre, la Bolivie fournir en matières premières le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine se spécialiser dans les exportations de produits agricoles (ce qui suppose la déportation, le massacre, l'assassinat d'une partie de la classe ouvrière), au point que ces pays en meurent (depuis quinze ans, l'Uruguay s'est vidé de la moitié de sa population) ? Cela dépend aussi des réactions des travailleurs de ces pays.

D. GERAND ■

## des protestations

Devant les violations répétées des Conventions internationales dont l'Argentine est signataire, et le nombre croissant d'arrestations et de disparitions de citoyens latino-américains réfugiés en Argentine (telle la disparition récente de Hugo Corres, ancien dirigeant syndical uruguayen), un grand nombre de personnalités ont manifesté leur inquiétude et porté une protestation à l'Ambassade d'Argentine à Paris le 25 avril.

Une délégation conduite par J.M. Domenach, directeur de la revue « Esprit » et André Jacques, directeur du service des réfugiés de la « CIMADE », a eu l'occasion d'exposer ces craintes et leur indignation à l'ambassadeur d'Argentine.

# Fête du P.S.U.

7 - 8 juin  
Meudon

C. NOUGARO et BADEN-POWEL - M. LEFORESTIER - C. MAGNY - J. HIGELIN - B. LAVILLIERS - H. TACHAN.

J.P. VERDIER - T. REBULL - José ALFONSO - Toto BISSANTHE - CLAIRE - Mohamed AMMAM -

Maïté IDRIN - C. ANTONINI - C. ANDREU - Y. SAGEL - VANIA -

Festival de la Chanson Inconnue. F. LEA - DOUBY.

THEATRE - Théâtre de l'ECUME  
Théâtre INDIEN : Troupe EARTH  
MOTHER THEATER - Ballet du MALI - « SOIF » par la Compagnie POUMILESCO.

Groupe folklorique de travailleurs africains...

WAC - HELDON - MALICORNE - Quarteto CEDRON - KARAXU - CASTELHEMIS - PULSAR - MASS-DEVIA...

Animation par le collectif RITA-GALFOUL

Animation enfants par le Théâtre du SOLEIL

nombreux bars et restaurants

BAL POPULAIRE avec Roger MASON





trois livres d'ouvriers :

## Quand les travailleurs prennent la parole

Rien, dans l'état actuel du langage, ne peut donner une idée correcte de la spoliation dont les travailleurs dans leur ensemble, sont victimes. Les meilleurs documents à cet égard restent les faits bruts, l'énoncé des conditions de vie telles qu'elles ressortent de la lecture des journaux. Dès qu'il naît à la conscience, un travailleur sait que le monde entier est une œuvre née de ses mains et dont la jouissance lui est refusée. Dénoncer toutefois cet état de choses exige du travailleur qu'il apprenne à ruser avec un langage qui — de toujours — a été conçu pour refouler et sublimer la réalité de l'existence des exploités, considéré, comme inférieure et sans intérêt. Constitué dès l'école dans une langue qui n'est pas la sienne, le travailleur apprend tôt à mesurer l'écart entre ce qu'elle prétend nommer et la réalité dont il fait l'expérience. Quoi lui substituer ?

Quand un travailleur s'empare de la langue telle qu'elle est, et lui fait dire ce que précisément elle était faite pour cacher... voilà le renversement à quoi s'applique la littérature ouvrière, dans ce qu'elle produit de meilleur.

Le travailleur qui prend la parole le fait avec innocence : il se contente, purement et simplement, de témoigner. Il arrive alors parfois qu'au terme d'une vie de luttés, l'un d'entre eux un Norbert Truquain, un Louis Oury, un Louis Lengrand, des hommes qui souvent n'ont jamais lu un livre — se révèle en possession d'une langue imparable. Leurs accents prophétisent une fonction déve-

loppée du langage qui serait de dire purement et simplement ce qui est — ce qui n'est pas le cas de la littérature que nous connaissons. Ils laissent à entendre que la venue en masse de la classe exploitée à la parole bouleverserait, entre autres choses, toutes les données du langage.

A quoi ressemble, par exemple, ce Noël des ouvriers en chantier que nous raconte Louis Oury, sinon aux plus fortes pages de Dickens, aux récits les plus terribles de Kafka ? Sauf qu'ici nous ne sommes pas dans la fiction mais dans la vie des hommes réels, dans les années 1970, en France. Nous sommes brus-

quement rappelés à l'évidence : que les prolétaires savent écrire comme ils savent parler, pour peu que l'occasion leur en soit donnée, et souvent mieux que les « professionnels » parce qu'ils traitent d'emblée les mots comme des outils, et qu'ils les respectent comme ils respectent leurs outils de travail.

### un meurtre différé

Quand enfin, forçant tous les barrages, cela s'exprime par la bouche de ceux qui sont le mieux à même d'en parler, nous présentons ce que pourrait vraiment être la littérature et la portée qu'elle pourrait avoir. Si, par exemple, une expression comme « vie humaine », par la fréquence de son emploi, courait un risque d'appauvrissement, le témoignage de Louis Lengrand en réactive toute la force du contenu. On y apprend que si des hommes et des femmes restent leur vie durant enchaînés aux coronas de la mine, il faut y lire l'effet de contraintes matérielles et idéologiques telles qu'elles ne leur laissent aucune chance d'imaginer une autre vie et de se dépandre d'aimer leur malheur : sac-

cage des vies et des consciences dont la mesure n'est jamais correctement prise à travers un langage qui ment. De tels témoignages redonnent corps pour nous à une vérité clairement exposée par Hegel et Marx, mais qui a continuellement besoin d'être explorée et illustrée dans un langage autre que philosophique, savoir, que le lien de l'exploiteur à l'exploité n'est que celui d'un meurtre différé.

La littérature ouvrière est négligée en France. Or il faut la diffuser, car c'est une arme. Ce qu'elle a à dire s'inscrit en faux contre les propositions de l'idéologie dominante, si nettement et avec un tel effet de contraste qu'on ne voit pas comment il pourrait être réduit, quelque génie que la bourgeoisie y mette. Sur le terrain particulier de la littérature et à condition qu'on prenne à cœur les moyens de son développement, elle offre tous les éléments d'une riposte.

M. CARLE ■

★ Louis Oury - « Les Prolos »  
Louis Lengrand - « Mineur du Nord »  
Norbert Truquain - « Mémoires et aventures d'un prolétaire »

## demain, la société sexualisée...

Simone Iff a présenté, il y a quelques semaines, son livre à la presse, « livre qui témoigne, a-t-elle précisé, de la lutte du MFPP depuis sa fondation ». Le planning, pionnier de la contraception en France, participant vigoureux de la lutte pour l'avortement : on pouvait attendre beaucoup de celle qui l'anime.

Une préface retrace, trop rapidement, l'histoire du Planning, son évolution à travers sa pratique de groupes d'information sexuelle dans les écoles, les entreprises, ses échanges avec syndicalistes, travailleurs, les clivages qu'il en est résulté, la longue opposition des pouvoirs publics et de l'Ordre des médecins à son action.

Puis, un long exposé théorique nous est asséné : embryologie, génétique, endocrinologie, psychanalyse... le tout pour justifier la Vérité enfin révélée : la bisexualité. Comme nous sommes chacun homme et femme, tout est clair. Inutile de s'étendre sur le caractère scientifique douteux de cette démarche ; il y a des questions plus importantes à poser. Le

deuxième chapitre — les questions posées par les jeunes dans les groupes — aurait pu être le matériau d'une authentique présentation de la pratique du Planning ; il y a là toute sa richesse, mais présentée comme un catalogue ; chacun en tire ce qu'il veut, c'est l'auberge espagnole.

Enfin dernier chapitre, qui d'abord nous sermonne sur « le devoir », pour les parents, d'accéder au plaisir pour permettre l'épanouissement sexuel — ou plutôt bisexuel — de leurs enfants, pour lequel il faut bien « payer le prix » (la cocasserie involontaire, du plaisir enchaîné au devoir est, hélas, usée depuis longtemps, mais on continue à nous l'infliger). La fin du chapitre est consacrée à l'information sexuelle en collectivité, paragraphe intéressant qui aurait dû être la matière de ce livre.

Le livre refermé, on s'interroge : quelle est la signification de ce « savoir » déversé au début du livre, alors que la « spécialisation en sexualité » est dénoncée ; ne peut-on vraiment pas parler de son désir d'être heureux si les phases orales, anales... le com-

plexe d'Œdipe... ne viennent à la rescousse. Par contre, la conscience de la dimension sociale (pour ne pas dire politique) du problème est évoquée... fort discrètement, c'est le moins qu'on puisse dire. On peut vouloir être accueillant à tous, dans les groupes, mais ne pas s'interdire une réflexion sur ce que les questions des jeunes appellent manifestement. Rien que des évidences, dites et redites. Le Planning a autre chose à apporter au débat qui s'instaure pour essayer d'élucider la part du politique dans nos comportements sexuels. Enfin, il s'est tout de même passé certaines choses depuis deux ou trois ans ; d'autres se sont battus sur ce terrain. Comparer les différentes pratiques, essayer de cerner l'accélération des faits, les ruptures qu'elle a entraînées, aurait été plus original et plus intéressant que ce long exposé assez plat, proche des articles des journaux féminins, et des revues dites éducatives.

S.G. ■

★ « Demain, la Société Sexualisée »  
Simone Iff

## cinéma 75

MAI \* N° 198

Dossier Auteur  
Wernern Herzog

CINEMA 75  
Pour qui ? Pourquoi ?

Entretiens  
OTTO PREMINGER  
BERTRAND TAVERNIER

Et toute l'actualité

En vente partout  
et  
6. R. Ordener Paris 18°

Un festival à Paris :

# films de femmes

Deux femmes, Esta Marshall et Vivian Ostrovsky, ont organisé un festival cinématographique de femmes de tous pays, sous l'égide de la FNAC à Paris : sept jours de midi à minuit, y compris une diffusion de bandes vidéo.

Un festival ? Un forum plus exactement. On n'est pas là pour le cinéma à tout prix, mais pour «notre» cinéma. Nuance. On est là pour nos images, nos idées, nos luttes. Pour nous.

Un public ? Des filles de partout : des mouvements féministes autonomes, des partis ou groupes révolutionnaires... De toutes classes sociales aussi. Des femmes en lutte et des femmes qui ne savent pas encore comment lutter.

La programmation répond à ces demandes implicites en faisant un brassage permanent de genres, d'époques, de continents. De Germaine Dulac en 1922 à Claude Lefèvre en 1974, de Mai Zetterling en Suède à Irina Poplavskaja en URSS, des mondes de femmes émergent.

On voit bien l'importance du média cinéma ou vidéo, pour une culture qui se crée, puisqu'il est à la fois reflet des problèmes politiques, sociaux, économiques (reportages, témoignages...), et moyen de symbolisation (des formes de représentation nouvelles sont possibles). C'est une puissante dynamique de libération.

Les « débats organisés » répondent à ce besoin de se définir, aussi important dans la salle qu'à l'écran : débat sur le star-system avec les cinéastes, débat sur l'avortement et la contraception avec le MLF, le MLAC et d'autres, débat sur l'homosexualité des femmes.

## Ce qu'on cherche...

— Un langage ? spécifique ?

— « On est dans les balbutiements » répond Agnès Varda.

— Des réalités distinctes ?

— « Le cinéma n'a pas de frontières » répond Sarah Maldoror, Guadeloupéenne.

## — De l'underground ?

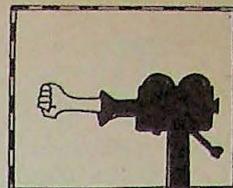
— « L'underground, c'est une notion purement américaine. Ce débat n'est pas valable en France. L'idée de marginalité n'aide pas les choses à changer. Il faut créer un marché réel, faire le forcing auprès des producteurs. Ça ne naîtra qu'avec les conditions, l'argent pour le faire », explique Agnès Varda.

## — Priorité aux sujets féminins ?

— « On essaie de saisir les problèmes humains. Ce festival a lieu pour que les femmes s'expriment, et pas uniquement sur des femmes » dit Mai Zetterling.

Et ce qui pourrait peut-être le mieux caractériser ce « festival », c'est une généralité. Des castes, des rites, des éducations, de tous les étouffoirs de la femme (pudeur, père, ménage, mère, vierge, complexe, fragilité...) émerge une réalité nouvelle, au-delà des nationalités ou des genres « esthétiques ».

Cela se traduit parfois par un



rythme au fil des gestes et de la réflexion comme dans « **La souriante Madame Beudet** » de G. Dulac (1922), peut-être le premier film explicitement féministe. Ce film muet dépeint en trente-cinq minutes les différents états psychologiques d'une femme hantée et dominée par son mari, petit commerçant autoritaire et phallocrate.

Ou bien ce sont les pudeurs policières d'une société française qui cache et réprime à vie ses « filles mères » dans le labyrinthe des institutions : « **Les enfants du gouvernement** » de Claude Lefèvre (1974). Ou un environnement fabriqué, révélateur « *des rêves et des phantasmes de la femme penchée sur son fourneau et rivée à son fer à repasser* » : « **Womanhouse** » par Johanna Demetrakas, USA, du Feminist Art Program du California Institut of Arts (1973).

Chaque film, à sa façon, est un coup de poing dans la gueule des « mecs-mecs » de leur « Histoire », et de leurs histoires...

Dominique LYON ■

# Scandales de notre société

Théâtre

*Androclès et le lion*, de Bernard Shaw, au Tep  
*Skandalon*, de René Kalisky, au Théâtre Daniel Sorano (Vincennes).

Selon Bernard Shaw, qui tourna contre la société de son temps son humour féroce, l'escroquerie sur quoi se fonde notre société chrétienne d'Occident n'aurait pas été assez dénoncée. Au message du Christ, message de respect pour la vie, et d'amour, l'Eglise a substitué un enseignement qui

n'a cessé de favoriser la domination spirituelle et matérielle de quelques-uns sur le plus grand nombre. *Androclès et le lion*, écrit en 1912, est une interrogation : pourquoi, alors que les Evangiles sont porteurs d'un souffle révolutionnaire, le monde chrétien s'est-il montré globalement solidaire de cette fraction

de la société qui est non seulement la plus riche, mais aussi la plus tyrannique et la plus exploiteuse ?

Comme toujours chez Shaw, les idées sérieuses passent d'abord par l'épreuve du rire : drôlerie de ces chrétiens qui volent vers l'arène où ils assureront leur salut par le martyre. Mais, avant leur venue sur le plateau, Shaw nous a présenté Androclès, le naïf, le chrétien selon l'esprit et lui faisant traverser une forêt, il l'a mis en présence d'un lion. Amitié soudaine de l'homme et de la bête. On devine la suite, la reconnaissance dans l'arène, l'agressivité transformée en marques de tendresses, le « miracle » changeant le sort des chrétiens : si leur force psychique exerce une telle fascination, le pouvoir romain a mieux à faire qu'à la sacrifier, il peut s'en servir.

La pièce a un atout maître, l'interprétation d'Androclès et du lion par deux très grands comédiens : le mime Pierre Byland qui, non masqué, suggère le fauve par le geste, et Philippe Avron qui apporte à Androclès le rayonnement d'une pureté tour à tour joyeuse et grave. Quand l'empereur — malheureusement interprété de façon beaucoup trop lourde et caricaturale par Claude Evrard — aura compris combien facilement les chrétiens selon la lettre peuvent se renier eux-mêmes si on ne les contraint pas à se parjurer et qu'il les récupérera, Androclès et son lion repartent vers la forêt natale, accompagnés de ce demi-sourire de Shaw pour les causes sympathiques perdues d'avance.

## mante et amante

Si Bernard Shaw, né trop tôt avant Brecht, ne pouvait proposer des méca-

nismes de la domination de l'homme sur l'homme qu'une vision éclairante, René Kalisky, écrivant aujourd'hui *Skandalon*, pouvait en opérer sous nos yeux le démontage. *Skandalon* (1) est le geste de Fausto Coppi. L'œuvre souhaitait évoquer un scandale actuel, le trafic d'influence et d'argent qui fait d'un homme une divinité et un martyr du cyclisme.

La représentation ne répond que partiellement à cette intention. L'idée intéressante de Daniel Benoin, le metteur en scène, est de réinventer l'œuvre entière à partir du lit d'hôpital — un lit aux draps de satin gris occupant tout le plateau — où le champion agonise. Cela lui permet de tenir présents, dans une sorte de déambulation autour du lit, tous les personnages du drame. Surtout cela fait passer un certain flottement de la dramaturgie qui dénonce d'abord le crime d'une société qui n'a cessé de sacrifier des hommes pour ses fêtes, puis le crime de l'homme lui-même, le crime contre soi du champion qui ne se supporte plus qu'exceptionnel, enfin sa prise dans les rets de l'épouse dévorante, troisième temps de la pièce, que le cauchemar d'agonie fond dans ses autres mouvements. Si habile soit-elle, et forte par moments, la représentation laisse cependant le regret d'une pièce plus construite et qui, politiquement, eût mieux choisi ses objectifs.

Lui apportent une efficacité certaine Jean-Paul Zehnacker, le champion, qui, sur l'immense lit, au milieu des vivats qu'il imagine, mime les courses d'autrefois, et Claude Degliame, mystérieuse amante et mante religieuse, qui a précipité le surhomme à sa perte.

Dominique NORES ■

(1) *Skandalon* est publié dans la collection « Le Manteau d'Arlequin », (éd. Gallimard).



✘ Dans l'Allemagne des conseils ouvriers, des marins révoltés de Hambourg de 1917, à la fin d'une guerre qui fit des millions de morts au seul profit du nationalisme et du capital, naquit la passion de Krebs pour un monde meilleur. En 1923, à 18 ans, il affronte les mitrailleurs de la social-démocratie allemande noyant dans le sang les dernières révoltes ouvrières alors que l'appareil bureaucratique du PC allemand sauvegarde leur goût immodéré pour la patrie soviétique.

En 1938, condamné à aller en URSS affronter les pelotons de torture ou de fusillade de la Guépéou, il s'embarque pour les USA, fuyant l'histoire de mort du Komintern qu'il avait servi pendant quinze ans.

### La toute puissance de Staline et ses suites...

Cette période de 1919-1938, marquée par la toute puissance de Staline en URSS et l'avènement d'Hitler en Allemagne, tel est l'objet des 750 pages écrites par Valtin en 1941 dans un livre envoûtant **Sans patrie, ni frontières** publié en 1948 en France, réédité voilà un mois par les éditions JC Lattès.

Mais cette histoire d'un cadre moyen d'un appareil international comme celui du Komintern a dérangé les PC occidentaux en 1947-48. Toutes les citations de cet ouvrage faites à l'époque furent frappées d'alignement au nom de la diffamation. Le PCF s'en prit violemment au livre. La presse bourgeoise en pleine guerre froide en donna son interprétation pourrie : c'était un argument de poids pour les dirigeants des PC. La pâle caricature stalinienne de la révolution de 1917 a permis à nombre d'historiens bourgeois de distiller l'image de l'homme au couteau entre les dents...

Le PCF à cette époque avait à répondre devant Staline ; et bien des dirigeants du PCF savaient que tout écart face aux normes imposées par Moscou pouvait leur valoir un voyage sans retour, si par hasard leurs pas s'égareraient. On comprend mieux ainsi leur zèle impitoyable à démolir un livre qui raconte ces vérités élémentaires.

Que vingt ans plus tard avec des arguments du même type, ils obtiennent, d'un tribunal bourgeois, le retrait dans ce livre d'une quinzaine de pages racontant que Cance ancien député-maire du Havre fut, comme beaucoup de dirigeants du PCF à l'époque, un homme qui permettait au Komintern d'avoir des points de contacts en France, voilà qui laisse perplexé.

Si le PCF a mené une propagande contre la réédition du livre de Valtin, c'est que la vérité blesse. Dire que Cance ou Ginsburg, député communiste de l'Al-

« Sans patrie ni frontières », un livre de J. Valtin

# La bureaucratie tue toutes les révolutions



« Une tête sans mémoire, c'est une place forte sans garnison ». **Le mouvement ouvrier mondial a eu ses martyrs et ses héros. En faire des effigies ou des badges, c'est céder un peu plus aux pièges de la société marchande. Il ne saurait donc être question de faire du militant Richard Krebs, alias Jan Valtin, né le 17 décembre 1905 en Allemagne d'une femme douce et d'un marin communiste, un héros.**

lier, furent des agents de l'Internationale communiste dans les années trente n'est pas en soi une calomnie. L'enjeu, pour le PCF, de cette tentative minable pour discréditer le livre de Valtin est ailleurs.

Que penseraient les militants communistes d'une phrase comme celle-ci : « **la clique gagnait toujours. Son symbole était la Guépéou. Si Staline ordonnait à Dimitrov de hisser la croix gammée sur le building du Komintern à Moscou, Dimitrov le ferait. Si Staline disait à Wollweber de publier un pamphlet proclamant que Lénine était un pickpocket... Wollweber le ferait. Les années avaient profondément transformé le Komintern. L'avant-garde révolutionnaire n'était plus maintenant qu'un poignard empoisonné dans les mains de Staline** » (p. 691). Ou encore, page 670 : « **Je savais que la Guépéou n'hésitait pas à livrer les communistes recalçtrants à la Gestapo** ».

Ils se diraient, ces militants : « **ce livre est anticommuniste** » ! Ou bien : « **Pourtant il y a eu le**

**pacte germano-soviétique, il y a eu le vingtième congrès du P.C.U.S. On ne peut pas tout oublier !** ».

### Les fonctionnaires de la révolution

Le livre de Valtin ne relate pas les procès de Moscou de 1936-1938 qui permirent de liquider tous les opposants à la pratique contre-révolutionnaire du parti communiste d'URSS. Il relate l'histoire d'un marin communiste devenu par son action militante, sa sincérité mais aussi la puissance tragique des événements, un agent, un espion du Komintern, un dirigeant de l'Internationale syndicale rouge des marins, un individu fanatisé par un appareil.

L'homme qui a écrit cette époque aurait pu comme tant d'autres (Ignace Reiss, le général Krivitsky, Léon Trotsky) être assassiné quelque part dans le monde, à New-York, à Lausanne ou au Mexique. Il ne l'a pas été et 750 pages d'aventures sont là qui racontent les multiples trahisons

dont le mouvement ouvrier a été victime.

Valtin a connu les camps de la Gestapo dès 1933 sur les ordres d'un sous-chef d'un appareil bureaucratique. Il en a exécutés comme chacun d'entre nous pourrait coller une affiche qui ne lui plaît pas. Selon les périodes historiques, les nécessités de la lutte de classes, un militant peut jouir dans une manif antinucléaire ou créer une cellule de résistance dans une prison fasciste. Valtin est un de ces militants. Il ne m'importe pas comme à un commentateur de la Ligue communiste de savoir pourquoi il n'a pas rallié Trotsky plus tôt pour être un marxiste révolutionnaire. Il m'importe, comme à des milliers de révolutionnaires, de savoir qu'une expérience humaine soit écrite et qu'elle soit un élément de plus pour nous montrer que l'histoire du mouvement ouvrier a ses crimes qui ont pour noms : idéologie stalinienne, patrie stalinienne, collaboration Hitler-Staline, appareil bureaucratique, prisons, procès de Moscou, tactique des directions... Il nous importe qu'un homme comme Valtin, après avoir connu les prisons nazies, les ordres clandestins de trahir ou de tuer des copains au nom de la « Cause », les pires et meilleurs moments de l'action révolutionnaire dise : « **les camarades trahis et écrasés par la Cause dont ils avaient été les soldats loyaux... ne sont pas morts pour la Révolution mondiale ; ils croyaient le faire seulement. Ils sont morts pour satisfaire l'appétit de pouvoir de la clique stalinienne. Ils sont morts, parce qu'on leur avait fait croire qu'il était plus honorable d'être un cadavre puant qu'un être vivant en dehors du Parti** ».

### L'héroïsme au coin du feu ?

Ce livre n'est qu'un roman autobiographique. C'est surtout une des plus belles études historiques du mouvement ouvrier. Il n'est point besoin de connaître cinquante manuels d'histoire du mouvement communiste international pour comprendre le sens ! « **La bureaucratie tue toutes les révolutions** ».

Le livre est dédié à tous ceux qui ont et auront le courage de préférer la vérité aux autosatisfactions des appareils. Il montre que la coopération du parti communiste allemand avec les nazis contre les ouvriers socialistes fut délibérée.

Jean Valtin est mort en 1951 aux USA d'une pneumonie. Peut-être se souvint-il de cette phrase de Wollweber, premier marin révolutionnaire de la révolution allemande de 1919 qui finit, en 1953, responsable des services secrets d'Allemagne de l'Est : « **Au Parti, nous n'avons pas d'amis, nous ne connaissons que des camarades... Mourir n'est pas si difficile. Ce qui est un art difficile, c'est de rester en vie** ».

Yves SPARFEL ■